

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 14 - mai 1983

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs

POLOGNE

« *Le printemps sera à nous !* »

(lire pages 3 et 4)



Le 1^{er} mai 1983 à Varsovie.

NICARAGUA

Reagan organise la guerre contre tout un peuple

Le lundi 25 avril, le gouvernement du Nicaragua dénonçait une nouvelle fois le lancement d'une invasion contre-révolutionnaire venue du Honduras et l'ouverture d'un nouveau front au sud du pays à la frontière avec le Costa Rica. Cette nouvelle offensive intervient quelques semaines seulement après la participation directe de l'armée du Honduras à des attaques armées contre le Nicaragua, attaques massives de deux mille contre-révolutionnaires somozistes coordonnées avec une première invasion, qui fut repoussée par l'armée et les milices ouvrières et paysannes du Nicaragua.

C'est ce moment que choisit Zagladine, membre du comité central du Parti communiste de l'URSS, pour évoquer l'éventualité de l'implantation de missiles soviétiques au Nicaragua.

C'est à ce moment que 4 avions libyens chargés d'armes en direction du Nicaragua font curieusement escale au Brésil et là, sur la base de mystérieuses informations, venues d'on ne sait où, sont immobilisés et leur contenu complaisamment détaillé dans toute la presse mondiale.

Que cherche-t-on ?

Il y a en ce moment au Nicaragua le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans qui, jetant à bas la vieille et sanglante dictature de Somoza, se sont mis en marche pour leur émancipation, pour leur droit à la terre, leur droit à l'indépendance, leur droit à la vie.

Il y a, comme produit de la phase actuelle de développement de leur révolution, le gouvernement ouvrier et paysan du Nicaragua.

Et s'appuyant sur cette première victoire, il y a en Amérique centrale, et plus particulièrement au Salvador, la lutte des ouvriers et paysans, qui, par leur héroïque combat, contraignent à la défensive l'armée et l'oligarchie salvadoriennes, puissamment aidées et conseillées par l'impérialisme US.

Alors que Reagan déploie les efforts de toute son administration pour obtenir du Congrès américain l'augmentation des crédits d'aide militaire à la dictature salvadorienne et pour renouveler les fonds spéciaux de la CIA pour déstabiliser le régime du Nicaragua, pourquoi

à ce moment précis M. Zagladine parle-t-il d'installer des missiles au Nicaragua ? Pourquoi des avions chargés d'armes sont-ils détournés de leur route et leur contenu exposé complaisamment ?

Un précédent historique

Que cherche-t-on ? Veut-on renouveler l'opération des fusées russes à Cuba en automne 1962, qui conduisit au resserrement du blocus contre la révolution cubaine ?

En effet, souvenons-nous. Après l'échec de l'intervention armée directe contre le gouvernement cubain, décidée et organisée par le gouvernement américain de Kennedy avec la tentative de débarquement des contre-révolutionnaires cubains à la « baie des Cochons » le 14 avril 1961, alors que s'approfondissait la révolution cubaine et que le gouvernement ouvrier et paysan dirigé par Castro résistait à l'offensive impérialiste, Khrouchtchev, dirigeant alors du PC de l'URSS, faisait installer en

(suite page 7)

Les dossiers
de
tribune

L'Argentine

- I. L'actualité
- II. Les partis
- III. Les syndicats
- IV. L'économie



BRESIL

Un communiqué du PT

Nous publions un communiqué du Parti des travailleurs du Brésil concernant les émeutes qui ont éclaté à Sao Paulo début avril. Sur ordre du gouverneur Franco Montoro, du PMDB, soutenu par le Parti communiste, la police est intervenue en réprimant les manifestations. Le gouverneur a en outre interdit tout rassemblement dans la rue. Les émeutes ont éclaté à la suite des mesures prises par la dictature militaire, en accord avec le FMI, entraînant une augmentation vertigineuse du chômage et aussi du coût de la vie (voir Tribune internationale n° 13). Nos lecteurs comprendront, à la lecture, l'importance de la résolution de la Commission exécutive nationale du Parti des travailleurs (PT).

PLACÉ dès ses origines aux côtés des intérêts des travailleurs, le PT affirme une fois de plus aujourd'hui son soutien complet aux luttes engagées contre le chômage et ayant un large écho dans le pays. La mobilisation et l'organisation des chômeurs est légitime et juste, car ce sont eux les premières victimes de la criminelle politique appliquée par le gouvernement fédéral, qui plonge les travailleurs dans la misère. Le plus grand coupable des récents événements à Sao Paulo c'est le régime autoritaire qui, une fois de plus, avec une politique de récession, fait porter sur les travailleurs le plus gros poids de la crise.

employée de près d'un million et demi de personnes.

Le gouvernement de l'Etat de Sao Paulo ne peut être considéré comme responsable du chômage, mais nous dénonçons son incompétence désastreuse face à ces événements. Le gouverneur Franco Montoro a brandi prioritairement dans la campagne électorale le drapeau de la participation populaire et de la création d'emplois. Il se refuse cependant maintenant à dialoguer avec les travailleurs réunis à Santo Amaro, en préférant envoyer la police pour les réprimer, ce qui a été fait avec une extrême violence, accroissant ainsi le climat de désespoir qui s'emparait des manifestants. Ensuite, il a, de façon intolérable, reporté les discussions alors même que les travailleurs se dirigeaient vers le palais, et a ainsi con-

tribué à aggraver une situation qui allait finir par dégénérer dans une plus grande violence.

Le PT pense que les dégradations ne servent qu'à porter préjudice à nos efforts de mobilisation et d'organisation des travailleurs. Il note malgré tout que la chasse aux sorcières impulsée aujourd'hui au Palais des Bandeirantes (1) a pour objectif de faire dévier l'attention de l'opinion publique du très grave problème social qui est à l'origine des événements. De la même façon, elle sert à justifier, pour le gouverneur de l'Etat, des mesures qui témoignent d'un recul politique incompatible avec les promesses de la campagne électorale, mesures telle que celle du secrétaire à la Sécurité interdisant des réunions de travailleurs en plein air.

De la même façon, le PT condamne les prises de position visant à incriminer le mouvement populaire, et rappelle en particulier les références faites par le secrétaire à la Sécurité à la Commission pro-CUT, expression légitime du mouvement syndical (2). Tout cela indique que le gouvernement Montoro à cette occasion a misérablement renié ses engagements face aux graves problèmes qu'affronte le peuple, se dérochant à son devoir qui est d'éclairer l'opinion publique sur les responsabilités du gouvernement fédéral.

Le PT rejette les insinuations selon lesquelles le parti aurait des responsabilités dans les événements qui ont eu lieu, et rejette les accusations qui ne cherchent qu'à couvrir l'incompétence gouvernementale à diriger le mouvement populaire, de même que l'irresponsabilité de ceux qui prétendaient le manipuler. Nous rappelons, à ce sujet, que dans l'histoire, ceux qui utilisent les provocations qui ne servent en rien la lutte des travailleurs, ce sont les secteurs les plus réactionnaires de la société.

En s'étant refusé à dialoguer avec le peuple, le gouvernement d'Etat a traité une question sociale comme une question de police. Le PT pense que la démocratie ne pourra pas être atteinte avec des attitudes comme celle-là. Une véritable démocratie n'existerait au Brésil que dans la mesure où serait

reconnu le droit de libre organisation des travailleurs, et où serait reconnue leur pleine participation à la défense de leurs intérêts.

Le PT réaffirme la légitimité de la lutte contre le chômage et sa disposition à continuer la lutte dans l'organisation du peuple pour un nouveau modèle économique au Brésil. Le PT a proposé et pense que des mesures concrètes, urgentes et précises doivent être prises, sans quoi ces faits se répèteront de nouveau à Sao Paulo et dans tout le Pays. »

**Commission exécutive nationale
Sao Paulo, le 8 avril 1983**

(1) Palais du gouverneur de l'Etat de Sao Paulo.
(2) Commission syndicale chargée de la constitution d'une centrale unique des travailleurs.

Sommaire

- 3.- Editorial
- 4.- Pologne
- 5-6.- France
- 7.- Nicaragua
- 8.- Salvador
- 9.- Moyen-Orient/Portugal
- 10-11.- Tribune libre : Herri Batasuna
- 12.- Vie des sections : POSI
- 13.- Marx (IV) : le bonapartisme
- 14-15.- Economie : l'OPEP
- 16.- Histoire : France mai 1968
- I, II, III, IV.- Dossier : Argentine



Lula.

Courrier des lecteurs

24 avril 1983,
A Luis Favre-Tribune internationale.

« (...) Ne sachant pas à qui je devais m'adresser en particulier, j'ai cru bon de m'adresser à toi, car je sais qu'outre le français, tu parles l'espagnol, et mon français à moi aurait été plein d'erreurs.

Je reçois régulièrement Informations ouvrières, ce dont je vous remercie, mais je n'ai pris connaissance que d'un seul numéro de Tribune internationale-La Vérité, et à travers Informations ouvrières, je suis les événements en Pologne et les informations sur les conditions qui sévissent dans les prisons.

Je pense qu'il est indispensable que tous les trotskystes des divers courants organisés, ou qui leur sont extérieurs, agissent en trouvant les formes pour la défense unie de la révolution politique contre la bureaucratie.

J'attends des informations sur la campagne que vous avez impulsée et sur les possibilités de participation à celle-ci. Pourrais-tu m'envoyer aussi un exemplaire de Tribune internationale-La Vérité d'avril, ce numéro comportant un article sur l'Uruguay. »

S.L.
délégué du PST (Uruguay) en Europe

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, Pierre Broué, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695 ISSN 0294 - 3573

Sigma : Nogues - page 6, Agence - page 7, Franken - page 8, Green - page 15, Carrion - pages II et III. Gamma : Simonet - page 2. Collectif : Torregano - pages 1, 3 et 4. AFP : page I. Roger Viollet : page 13. DR : pages 14 et 16.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
Gérard Irlis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

Pour l'annulation du visa d'entrée en France pour les Latino-américains

Le gouvernement français a décidé, le 1^{er} novembre 1982, d'établir pour tous les Latino-américains un visa d'entrée en France. Chacun connaît les conditions dramatiques dans lesquelles bien des travailleurs et jeunes latino-américains sont obligés de quitter leur pays, et la répression à laquelle ils tentent d'échapper. Nul n'ignore combien il est difficile de réunir des familles séparées par des milliers de kilomètres à cause de cette répression. Une telle mesure ne peut qu'ajouter encore de nouvelles difficultés à une situation déjà précaire, et dresse de graves obstacles aux conditions d'exercice du droit d'asile. Elle impose de nouveaux barrages à l'aspiration de nombreux jeunes, intellectuels et travailleurs latino-américains qui cherchent une ouverture culturelle vers la France. Elle ne peut que contribuer à affaiblir les liens traditionnels d'amitié et les relations historiques privilégiées entre la France et les peuples d'Amérique latine.

Les soussignés, attachés aux libertés, soucieux de la libre circulation des hommes dans le monde, demandent au gouvernement de revenir sur cette décision et d'annuler l'exigence de visas d'entrée en France pour les citoyens latino-américains

ACAL (Association culturelle d'Amérique latine) - ACHANUT M., avocat - ALYSKEWYCZ J., architecte - ANDRADE, journaliste - AREVALO A., directeur de la revue *Palimpsesto* (Rome) - ARDITTY S., maître assistant à l'université de Paris VIII - ARNAULT D., documentaliste - ARRIAGA J., professeur à Paris VII, directeur du CETRAL - AUGER Colette, avocat - AUGUREAU, peintre - AVARIA A., professeur à l'université de Brême, RFA - BARBE, dessinateur - BAREIRO-SAGUIER R., écrivain paraguayen CNRS - BALDI A., comédien - BALMES S., peintre - BARTH M., Droits de l'homme CIMADE - BARROIS J.-P., secrétaire général de la Libre Pensée Paris - BEAUMIER A., avocat - BEAUVILLARD Michelle, avocate - BELLENGER J., dessinateur - BENNETTI C., professeur à Paris X - BERNARD Marcelle, enseignante - BESSA J., historien EHSS - de BEAUVOIR Simone, écrivain - BIANCHI S., enseignant - BIDARD Christian, professeur à Paris X - BOAL Augusto, écrivain - BOUCHE F., avocat - BROUÉ M., professeur à Paris VII - BROUÉ P., professeur à l'Université des sciences sociales de Grenoble - BOULME J.-M., BUANNIC Yves, prêtre - BYE Pascal, chargé de recherche INRA Grenoble - CAILLAT R., secrétaire général UD-FO de l'Ain - CARERA J., peintre - CEDRON Juan, musicien - CHALLIER A., peintre - CHARLOU B., foyer Léo Lagrange Condom - CHONCHOL Jacques, professeur, directeur de l'IHEAL - COGOLLO H., peintre - COLLIN DELAUAUD C., professeur IHEAL - Comité des résidents de la Maison d'Asie du Sud - COROMINAS R., professeur au lycée Carnot - CORONA F., professeur Paris VIII - CORTAZAR Julio, écrivain - COUDEL Annie, assistante à Paris VIII - COULONDE, ethnologue - COTTA F., avocate - CRATCHLEG, chercheur Paris I - DECHEZELLES Yves, avocat - DE LA PRADELLE G., professeur d'université - DELAPIERRE M., CNRS - DE LEON Olver - DESCAMPS Eugène, syndicaliste - DELPRAT F., maître assistant à Paris X - DUJORNE A., écrivain - ENRIQUEZ E., professeur à Paris X - ETIEMBLE René, écrivain, professeur honoraire à la Sorbonne - FAYRE Luis, journaliste à Tribune internationale - FAYE J.-P., écrivain - FELL Claude, professeur à Paris III - FERIA A., peintre - FIGUEROA Luis, cinéaste - FREY J.-P., assistante à l'université de Grenoble - FOUGEYROLLAS P., professeur à Paris VII - FRAISSE D., avocate - FURTADO Celso, sociologue brésilien - FERRERAS J., maître assistant à Paris X - FRANCES R., professeur Paris X - GALINDO L., actrice - GEMINIANI, sculpteur - GEZE F., éditeur - GIRAUD G., professeur - GODCHAU, enseignant à Paris X - GRENIER Philippe, CNRS Grenoble - GUILARD J., professeur à l'université de Toulouse - GUIBAL, professeur à Strasbourg - GUMUCIO R., avocat, ex-sénateur au Chili - GUILLOUET Ch., cinéaste - GUIMBERT, peintre - GUETTA J., instituteur - GONZALEZ L., professeur Paris VII - GUATTARI Félix, psychanalyste - GRISEY N., institutrice - GUTHMANN, médecin, Grenoble - GODEMENT R., professeur à Paris VII - GIRARD A., photographe - HANEN A., professeur à Paris X - HARTOUG, enseignant, Rotterdam, Hollande - HOEFLER, écrivain, RFA - HOLZMAN M., écrivain - IBARRA DE PIEDRA, candidate à la présidence, Mexique - INOSTROZA-MORENO, enseignant à l'université de Grenoble - JEREZ P., poète - KULIANOS M., peintre - KOSMALKI K., comédienne - KOCH C., Rotterdam (Hollande) - LABOURIER Dominique, actrice - LARA Omar, directeur de la revue *Trilce*, Madrid - LEGRAS D., maître assistant à Paris X - LE BELLER C., assistante Paris VII - LALITTE M.-J., docteur-ès-lettres - LAMBERT Pierre - LISTOWSKI A., architecte - MARIE J.-J., professeur agrégé - MARIE Guy, maître assistant à l'université des sciences sociales, Grenoble - MARTINEZ A., professeur à l'université de Reims - MATHIAS G., professeur à Paris I, IJES - MARTIN M.-N., enseignant à Paris VII - MATTELART A., professeur à Paris VII - METAYER Alex, artiste - MELON A., maître assistant à Paris III - MURAT Cardine, journaliste - MARCEL J., peintre - MERKODO, sculpteur - MILLAN G., écrivain (Montréal) - NICOLAS, élu, St-Maurice, 94 - NICOLAÏ A., professeur - NUNEZ G., peintre - OMINAMI C., CNRS - PENA Margarita, journaliste - POLY J.-P., professeur à Paris X - PIWNIK M.-H., maître assistant à Paris X - PELL J., peintre - PADRON A., peintre - PLOSMALSKI Katia, comédienne - Groupe QUILA-PAYUN - RABENOR A., sociologue IHEAL - RIBEYRO J.-R., écrivain péruvien - RICHARD M., magistrat - ROLLINAT R., maître assistant à Paris X - ROSALES A.-N., maître assistant à Paris III - ROSEBAUM W., chef de clinique au CHU Pitié - RUBALCANO C., peintre - ROJAS Waldo, enseignant à Paris I - RECOULES ARCHE, médecin - DE RAYMOND J.-F., maître-assistant à l'université de Grenoble - REAL B., chargé de recherche au CNRS, Grenoble - REDONDO Augustin, professeur à Paris III - SALAMA P., professeur à l'université d'Amiens - SAINT-LU J.-M., enseignant à Paris X - SAINT-PIERRE Martin, compositeur - SIMONET Jean - SCHWEITZER M.-L., maître assistant à Paris X - SOLONOVITCH A., président de la Jeune Peinture-Jeune Expression - SULIC S., peintre - SNPGS (Syndicat national des peintres-graveurs-sculpteurs) - SCHOPF F., enseignant à l'université de Francfort, RFA - SKARMETA Antonio, écrivain, Berlin, RFA - STORA B., enseignant Paris VII - SORIANO J., peintre - TANGUY, peintre - THIETART R., professeur à Paris X - TISSIER P., maître assistant à l'université de Reims - TORERO A., linguiste CIUL (Hollande) - URIBE-SANCHEZ, enseignant à l'université de Grenoble - VALIER J., professeur à Paris X - VALADEZ Sergio, peintre - VELASQUEZ M., chanteur uruguayen - VEIGA R., enseignant à l'université de Tours - VERDEVOYE Paul, professeur honoraire, président du Centre d'Etudes, Rio de la Plata - VILLADAPIERNA M., maître assistant à Paris III - Y. YURKIEVICH Saul, professeur à Paris VIII - ZAMORA Edouardo, peintre.

Par ailleurs, nous avons reçu les signatures de plusieurs responsables du Parti des travailleurs du Brésil : SILVA Luis Ignacio LULA, président du PT, BITTAR Jaco, secrétaire général du PT, BICUDO Helio Pereira, candidat au poste de vice-gouverneur, CARVALHO Apolonio, dirigeant du PT.

12 collaborateurs de la revue *Semana* de Bogota (Colombie), se sont solidarisés avec notre action : José F. FLORES, Eduardo ARIAS VILLA, Eduardo MAEKENZIE, Rafael PARRA, Nelson CRUZ ORTIZ, Alfonso GALLEGOS O., Lope MEDINA, Pedro COTE, William NUNEZ, Maria-Cristina GALINDO, Maria-Cristina GALINDO, Myriam BAUTISTA, José HERNANDEZ.

Comité pour la défense des droits et des intérêts des travailleurs et étudiants latino-américains

POLOGNE

« Le printemps sera à nous ! »

Encore une fois, ce 1^{er} mai 1983, journée internationale de lutte des travailleurs, c'est vers la Pologne que se tournait l'attention passionnée de millions de travailleurs du monde.

Encore une fois, ce 1^{er} mai 1983, la bureaucratie contre-révolutionnaire a fait couler le sang ouvrier. A Nowa-Huta, le grand centre prolétarien de la banlieue de Cracovie, l'ouvrier Rysard Smagur a été assassiné, tué par une grenade de la milice. Il avait, comme des centaines de milliers d'autres, ouvriers, étudiants, paysans, intellectuels, répondu à l'appel du syndicat indépendant *Solidarność*, qui avait proclamé que le 1^{er} mai, « journée de la fête du travail » n'était pas une journée « d'hommage aux autorités ».

C'EST en masse que le peuple polonais a occupé la rue ce 1^{er} mai 1983. Malgré un formidable déploiement policier, malgré une extraordinaire mobilisation de tous les moyens de l'Etat dans les semaines précédentes, le droit de manifestation a été imposé.

Le monopole des moyens de propagande dont dispose le régime de Jaruzelski ne lui a pas permis de masquer la réalité. Au contraire, la grossièreté des mensonges officiels met en évidence l'isolement total d'un régime qui ne doit sa survie qu'au soutien du Kremlin dont il est l'instrument. C'est tout un peuple qui s'est dressé contre lui, rassemblé derrière les banderoles de *Solidarność*, tenant tête à la milice.

« Le 1^{er} mai est à nous, pas à vous ! »

A Varsovie, Cracovie, Gdansk, Szczecin, Gdynia, Poznan, Bydgoszcz, Lodz, dans des dizaines de villes, les manifestants ont clamé : « *Solidarność* vit et vivra ! », « *Amnistie* ! », « *Le pouvoir au peuple* ! », « *Le 1^{er} mai est à nous, pas à vous* ! ».

Après le coup de force de décembre 1981, les travailleurs disaient : « *L'hiver est à vous, le printemps sera à nous* ! »

« *Le 1^{er} mai est à nous, pas à vous* ! » : avec une netteté toute particulière, ce slogan exprimait la signification de ces manifestations. La bureaucratie au pouvoir s'est acharnée pendant des années à vider le 1^{er} mai de son contenu, à en faire une « journée d'hommage » aux autorités, dédiée à tout ce que les travailleurs rejettent, opposée à leurs aspirations et à leurs traditions.

En faisant du 1^{er} mai 1983 l'occasion de manifestations parmi les plus puissantes que la Pologne ait connu depuis août 1980, les travailleurs se sont « réappropriés » le 1^{er} mai. Dans leur combat contre l'arbitraire et la dictature bureaucratique, pour se « réapproprier » le contrôle de la propriété sociale, pour le socialisme, ils ont reconquis le 1^{er} mai comme « leur » journée.

C'est cette indomptable volonté que traduisait devant ses juges l'ouvrier Edmund Baluka quand, faisant de sa plaidoirie un réquisitoire, il déclarait :

« *Le Parti socialiste polonais du travail (PSPP) lutte pour que le mot "socialisme" retrouve sa crédibilité et le respect dont il était entouré, bien que cette tâche soit fort difficile après tout ce qu'a fait le stalinisme en URSS, après ce qu'a fait le POUP en Pologne et les partis de ce type qui gouvernent en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie.* » Et qu'il concluait : « *Le socialisme est l'expression des intérêts et de la volonté du peuple travailleur.* »

Le 11 avril, commençait en effet devant un tribunal militaire siégeant à Bydgoszcz, le procès d'Edmund Baluka, président du comité de grève des travailleurs des chantiers navals de Szczecin en 1971, l'un des fondateurs du PSPP. Après qu'Edmund Baluka ait prononcé un véritable réquisitoire au nom des intérêts du peuple travailleur et de la défense du socialisme, son procès a été brusquement interrompu. Il est vrai que les témoins à charge, ou bien étaient absents, ou se dérobaient... On annonçait la reprise de son procès pour le 5 mai, puis on le renvoyait au 11 mai. Au moment où ces lignes sont écrites, on ne peut spéculer sur ce que sera le verdict. Une chose est certaine : ce procès a d'ores et déjà tourné à la confusion de ceux qui l'avaient organisé. Seul, face à ses juges, Edmund Baluka n'était pas isolé. L'extrême courage et la détermination politique dont il a fait preuve s'appuyaient sur cet immense mouvement qui allait se manifester le 1^{er} mai et dont il exprimait le contenu.

La résistance de tout un peuple

A chaque fois que la bureaucratie a porté des coups aux masses polonaises, à ses organisations, à ses militants, il n'a pas manqué de voix pour la déclarer morte. Mais les fossoyeurs comme les pleureuses empressées en sont pour leurs frais : ce qui a débuté, c'est une nouvelle phase de la révolution politique en Pologne.

Pour apprécier l'importance des derniers événements, il suffit de jeter un coup d'œil sur les semaines qui ont précédé le 1^{er} mai. Aujourd'hui, ceux qui déclaraient que la répression avait eu raison de *Solidarność* sont prêts à reconnaître que celle-ci a continué de fonctionner dans les entreprises, que, dans de nombreux cas, les travailleurs continuaient de payer leurs cotisations syndicales, et que les prétendus syndicats « officiels » n'avaient même pas l'ombre d'une existence.

C'est sur cette réalité profonde, cette résistance de tout un peuple, que s'appuie l'autorité reconnue de la direction clandestine de *Solidarność*, la commission nationale de coordination. On sait que cette « légitimité » de la direction clandestine a été confirmée par Lech Walesa, le président élu de *Solidarność*.

Mais, au début du mois d'avril, se produit un événement politique d'une importance considérable et qui constitue le plus cinglant des défis à l'égard du régime de Jaruzelski. Une rencontre a lieu entre Lech Walesa et les dirigeants clandestins de *Solidarność*, ceux-là même que la police traque depuis seize mois. Et cette rencontre n'est pas tenue secrète. Elle fait l'objet d'un communiqué en bonne et due forme.

C'est après cette rencontre que la TKK rend public son appel à des manifestations pour le 1^{er} mai : « *Nous appelons toutes les organisations du syndicat, tous ceux qui sont fidèles à l'idéal de justice sociale, à organiser pour le 1^{er} mai des manifestations sous les mots d'ordre suivants : "Liberté pour les prisonniers politiques !" "Halte à la hausse des prix !" "A la société, les fruits de son travail !" "Paix et solidarité !" "Rétablissement de la liberté syndicale !" "Rétablissement de l'autogestion !" "Rétablissement des libertés civiles !" "*

Nous appelons les structures régionales et d'entreprises du syndicat à préparer et à annoncer le programme des célébrations du 1^{er} mai, à faire connaître le parcours des manifestations, les lieux de rassemblement et à procéder à une large information par voie d'affiches et de tracts. Nous vous appelons à manifester l'unité de la société et sa résistance en participant massivement à de véritables défilés ouvriers. »

Si les mesures d'organisation préparatoires aux manifestations sont nécessairement clandestines, c'est en fait, politiquement, au grand jour qu'elles se préparent. Une nouvelle épreuve de force est dès ce moment engagée.

Un régime aux abois

La seconde quinzaine d'avril sera marquée par une mobilisation intense du pouvoir, utilisant les seuls moyens dont il dispose : ceux de son appareil policier, ceux des moyens de propagande qu'il contrôle. Lech Walesa, ses proches, ses collaborateurs sont arrêtés, relâchés, interpellés à nouveau, interrogés. Des vagues d'arrestations préventives se multiplient : l'un des principaux dirigeants clandestins de *Solidarność*, J. Piniór, est emprisonné. Le régime « met en garde » les travailleurs, souligne que c'est la visite du pape qui est en cause. Aux abois, dans les derniers jours, il a recours au stratagème grossier de fausses émissions (non brouillées !) de *Solidarność* déclarant annulées les manifestations du 1^{er} mai.

L'isolement de la junte a toujours été tel qu'elle n'a jamais pu trouver ou créer de prolongement politique à son action, qu'elle n'a pu rétablir aucun point d'appui dépendant d'elle dans le pays. En dehors du recours à l'exercice brut de la violence, elle n'a pu trouver d'appui qu'au sein de la hiérarchie de l'Eglise catholique. Et la modification de l'attitude de celle-ci est un indice qui ne trompe pas quant à l'évolution de la situation.

Que l'on se souvienne : en novembre 1982, Glemp, le primat de Pologne, avait condamné les grèves et les manifestations organisées par *Solidarność*. Au début du mois d'avril, dans son sermon pascal, Glemp avait fait un pas de plus : il avait explicitement mis en cause la représentativité de *Solidarność* : « *Un mouvement clandestin qui a pour but de combattre le pouvoir de front me paraît en dehors de la réalité.* »

Or, après l'appel aux manifestations du 1^{er} mai, c'est d'abord le silence. Et lorsque Glemp est amené à en parler, sans l'approuver, il reconnaît le droit aux travailleurs de célébrer le 1^{er} mai comme ils l'entendent. Enfin, le 1^{er} mai, l'Eglise rejette la requête du pou-

voir qui lui demande de fermer ce jour-là les églises...

Les formidables manifestations du 1^{er} mai, cette nouvelle irruption résolue des masses, n'est pas une simple explosion de colère : c'est un aboutissement d'un mouvement organique que l'état de siège a contenu mais qu'il n'a pu détruire ; c'est un nouveau moment de la révolution politique.

La bureaucratie du Kremlin ne s'y trompe pas. Elle rompt le silence qu'elle avait observé depuis plusieurs mois. Par l'entremise de l'une de ses publications *Temps nouveaux*, elle tance implicitement le gouvernement de Jaruzelski pour sa modération, en accusant une publication contrôlée par Rakowski (le second de Jaruzelski) de céder à l'idéologie « anti-socialiste ».



Le 1^{er} mai 1983 à Gdansk.

La révolution politique en Pologne ébranle le monde

La révolution politique en Pologne continue à ébranler le monde. L'action révolutionnaire du peuple travailleur de Pologne repose, à un niveau plus élevé, tous les problèmes qu'avait soulevés la grève générale d'août 1980. Même soutenue à bout de bras par la bureaucratie du Kremlin, la bureaucratie du POUP n'a pu les régler par son coup de force du 13 décembre 1981. Son isolement, le processus de décomposition qui l'affecte éclatent au grand jour.

Au lendemain du 1^{er} mai, Lech Walesa rencontre les dirigeants des anciens « syndicats de branche », c'est-à-dire les syndicats que le régime avait tenté de développer face à *Solidarność*, après les accords de Gdansk. Ils signent en commun une lettre adressée au Parlement polonais (la Diète), soulignant l'impasse à laquelle aboutit « l'état de guerre » et la dissolution des organisations syndicales, constatant la faillite des « syndicats » officiels. Cette lettre réclame le retour au pluralisme syndical, la libération des prisonniers, l'amnistie pour tous ceux condamnés pour leurs opinions.

Répétons-le : par son combat, la classe ouvrière polonaise s'est placée et demeure à l'avant-garde de la lutte internationale du prolétariat et des masses opprimées pour leur émancipation.

Les objectifs de son combat, Edmund Baluka les a affirmés face à ses juges en définissant le programme du PSPP :

« *Pour le PSPP, le plus difficile sera de convaincre la société polonaise que le mot de "socialisme" peut être en pratique réalisé, mais qu'il est aujourd'hui un slogan creux qui sert de paravent au régime bureaucratique du pouvoir d'Etat actuel.* »

Les modifications qu'il faudrait apporter sont une œuvre impossible à accomplir par un seul homme ou un seul parti politique, indépendamment de sa force. Cette tâche ne peut être accomplie que par la société polonaise toute entière, car c'est son intérêt vital. On ne peut pas décréter le socialisme, on ne peut pas l'imposer par des décrets ou la violence.

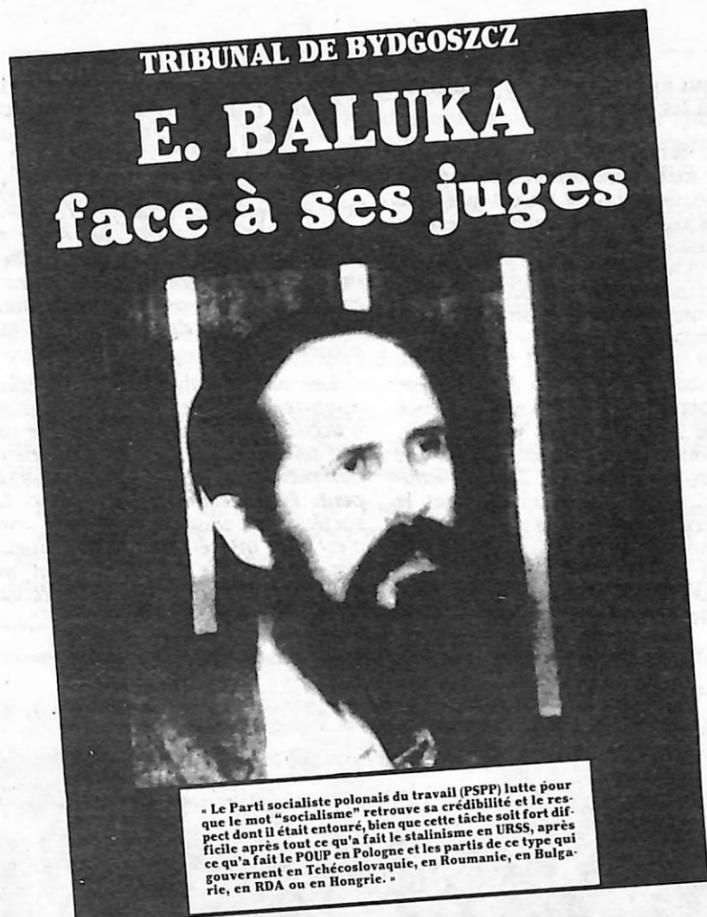
Le socialisme est l'expression des intérêts et de la volonté du peuple travailleur. »

Dans la nouvelle phase qui s'amorce de son combat, le prolétariat de Pologne doit compter plus que jamais sur l'appui effectif, partout dans le monde, de tout ceux qui se réclament du socialisme et de la démocratie, de l'émancipation des travailleurs. La réponse à l'appel aux travailleurs du monde, lancé par *Solidarność* à l'occasion du 1^{er} mai (voir le document reproduit page 4) doit être donnée dans l'action. Il ne s'agit pas seulement d'une question d'honneur et de l'application des principes sur lesquels le mouvement ouvrier s'est construit, il s'agit d'une action efficace, qui contribue au développement du mouvement des masses polonaises du fait même de la force de ce mouvement.

Le combat pour la libération des dirigeants de *Solidarność* emprisonnés, comme Andrzej Gwiada, Seweryn Jaworski, Marian Jurczyk, Karol Modzelewski, Andrew Rozplochowski, Gregorz Palka et Jan Rulewski, pour la libération d'Edmund Baluka, fondateur du PSPP, pour la libération des animateurs du KOR comme Jacek Kuron, Adam Michnik, Henryk Wujek, Jan Josef Lipski et Zbigniew Romaszewski, est plus que jamais à l'ordre du jour.

F. Forgue,
le 9 mai 1983

Libération d'Edmund Baluka et de tous les emprisonnés !



« Le Parti socialiste polonais du travail (PSP) lutte pour que le mot "socialisme" retrouve sa crédibilité et le respect dont il était entouré, bien que cette tâche soit fort difficile après tout ce qu'a fait le stalinisme en URSS, après ce qu'a fait le PQUIP en Pologne et les partis de ce type qui gouvernent en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en RDA ou en Hongrie. »

La déclaration d'Edmund Baluka face à ses juges a été publiée dans une brochure déjà éditée en français, en espagnol et en portugais. Le procès d'Edmund Baluka a commencé le 11 avril devant le tribunal de Bydgoszcz. Une large campagne internationale s'est développée à l'occasion de ce procès. Nous en donnons un témoignage dans cette page, à propos de l'activité développée au Canada. Edmund Baluka, qui officiellement risque entre 5 et 15 ans de prison, a démonté toutes les accusations portées contre lui et défendu ses convictions et ses positions de militant ouvrier et socialiste : « J'exprime, pour ma part, l'idée principale suivante : le socialisme peut être réformé, le stalinisme non. » Après sa déclaration, le procès a été interrompu. D'abord repoussé au 5 mai, c'est finalement le 11 mai qu'il a repris !
LIBERATION D'EDMUND BALUKA !

Une lettre du comité de solidarité avec les travailleurs polonais (Montréal)

Monsieur le Consul,

« Vous n'êtes pas sans savoir qu'Edmund Baluka, ouvrier aux chantiers navals de Szczecin, militant de *Solidarité*, incarcéré depuis le 13 décembre 1981, a été placé dans une cellule isolatrice de la rue Kaszubska, à Szczecin.

Vous n'êtes pas sans savoir que le 24 janvier dernier, Edmund Baluka a engagé une grève de la faim pour dénoncer ses conditions de détention et que présentement, il comparait devant un tribunal militaire de Bydgoszcz.

Vous n'êtes pas sans savoir qu'au Québec, dans le monde entier, de multiples prises de position ont exigé :

- la fin de son isolement,
- l'obtention de son statut de prisonnier politique,
- qu'une mission médicale puisse se rendre auprès de lui,
- le droit pour sa famille de connaître son état exact,
- le droit à sa femme Française et à son fils Mikael de le voir.

Au Québec, les principaux signataires sont :

Gérald Larose, vice-président de la CSN - Yves Lessard, président de la Fédération des affaires sociales (CSN) - Norbert Rodrigue, ex-président de la CSN - Gilles Frénette, CSN, délégué de la Confédération mondiale du travail au 1^{er} congrès de *Solidarité* - Pierre Samson, président de l'Alliance de la Fonction publique (CTC) - A. Liebich, professeur à l'université du Québec à Montréal - Jacques Lévesque, professeur à l'université du Québec à Montréal - Marcel Pepin, ex-président de la CSN et de la Confédération mondiale du travail et président du Mouvement socialiste - Daniel Lefèvre, vice-président de la FTQ-Construction (Laurentides) - Daniel Baril, président du Mouvement laïque québécois (MLQ) - Le conseil d'administration de la Ligue des droits et libertés (LDL) - L'Association nationale des étudiants du Québec (ANEQ) - Le Conseil central de la CSN (Hull) - Le Syndicat du transport de Montréal (CSN) - Les syndicats d'employés et de professeurs de l'université de Montréal - Le Conseil fédéral de la Fédération des affaires sociales (CSN) regroupant près de 1 000 délégué(e)s - Plus de 130 délégué(e)s de l'Alliance des professeurs de Montréal (CEQ) - Plus de 220 délégué(e)s membres d'exécutifs syndicaux, aux états généraux de la CSN, le 13 mars 1983.

Monsieur le Consul, nous sommes présents, aujourd'hui, pour vous remettre les quelque 1 200 premières signatures de la pétition « Edmund Baluka ne doit pas mourir ».

Ces quelque 1 200 signataires, syndicats, militants et dirigeants syndicaux, organisations démocratiques, organisations étudiantes sont d'une grande importance. D'une grande importance parce que ce sont tous des combattants pour les droits démocratiques, pour les libertés syndicales dans ce pays, et c'est pour cette raison qu'ils ont signé cette pétition, parce qu'ils ne peuvent pas supporter l'oppression qui s'abat sur un individu ou sur un peuple.

Monsieur le Consul, seize mois après la déclaration de guerre contre le peuple polonais, que constatons-nous ? Que *Solidarité*, le peuple polonais, n'ont pas été brisés, loin de là ! Ils continuent le combat avec autant de vigueur qu'il y a 16 mois. Les derniers événements le prouvent. Le 13 décembre dernier, jour anniversaire de la proclamation de l'état de guerre, la milice du gouvernement n'a pu empêcher les travailleurs, les jeunes des villes de Varsovie, Gdansk et Wrocław de manifester et de donner leur appui à *Solidarité*. Le 14 mars, à l'appel de la direction clandestine de *Solidarité*, d'autres manifestations ont eu lieu. *Solidarité* ne peut être dissous que par la volonté de ses membres.

Monsieur le Consul, la solidarité active avec *Solidarité* et le peuple polonais au Québec et au Canada est conséquente. En témoignent ces quelque 1 200 signatures ainsi que la campagne pan-canadienne contre les procès en Pologne répercutée par la publication, le 5 mars dernier, d'un appel dans le *Globe and Mail* (édition nationale). Suite à cet appel, un comité d'avocats s'est formé et travaille pour l'envoi de juristes-observateurs aux procès en cours.

Monsieur le Consul, la solidarité internationale avec *Solidarité*, avec le peuple polonais qui a permis la libération de Lech Walesa, et dernièrement, celle d'Anna Walentynowicz, prend toute son ampleur pour la mise sur pied de commissions internationales d'enquête. Par exemple, la décision du Conseil confédéral de la Confédération mondiale du travail d'organiser une délégation aux procès en cours en Pologne. La solidarité ne peut être dissoute tant et aussi longtemps qu'existe l'oppression tant à l'Est qu'à l'Ouest.

Vous n'êtes pas sans savoir, Monsieur le Consul, que plusieurs dirigeants de *Solidarité* et de l'ex-KOR sont passibles de lourdes peines d'emprisonnement sinon de la peine de mort. Nous, en tant que délégation, nous nous engageons devant vous à poursuivre et amplifier la campagne contre les procès et condamnations qui s'abattent sur les dirigeants du peuple polonais.

De plus, nous soutenons la demande de M^e Yves Dechezelles, avocat français d'Edmund Baluka, d'assister au procès.

Soyez assuré, Monsieur le Consul, de notre acharnement à continuer à combattre pour l'arrêt immédiat de tous les procès en cours, pour la levée de toutes les condamnations, pour la libération de tous les emprisonnés, dirigeants et militants de *Solidarité* et du KOR, pour la libération immédiate d'Edmund Baluka.

Solidarité vit et vivra ! »

Comité de solidarité avec les travailleurs polonais (Montréal)

1^{er} mai 1983 : Solidarność salue les travailleurs du monde

Le bureau de coordination du syndicat *Solidarność* à l'étranger a communiqué un document adopté par la TKK (Commission provisoire de coordination), dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits :

« Au nom de NSZZ *Solidarność*, au nom du monde du travail polonais, nous saluons tous les travailleurs à l'occasion de la fête du 1^{er} mai. Les ouvriers polonais vont manifester ce jour-là sous le signe de la solidarité internationale.

La fête du 1^{er} mai est née de la lutte pour la dignité du travail humain. La création des syndicats fut un de ses résultats. En 1886, à Chicago, les ouvriers payèrent de leur vie le droit à leur propre représentation syndicale. Nous, Polonais, nous avons eu notre Chicago en décembre 1970 à Gdansk, en 1981 en Silésie, en 1982 à Lubin, et nous sommes conscients qu'ils peuvent se répéter de nombreuses fois encore.

Dans les pays gouvernés par les communistes, le mouvement

syndical a été détruit, pour être remplacé par des organisations syndicales de façade, totalement subordonnées à l'unique employeur : le Parti-Etat. En août 1980, pour la première fois dans un pays du "socialisme réel", nous avons conquis le droit à des syndicats indépendants. Le pouvoir communiste n'a pu tolérer cet état de fait qui menaçait son monopole.

Le 13 décembre 1981, la contre-révolution a frappé de nouveau, le sang ouvrier a coulé, comme il y a cent ans. On a utilisé les chars et les mitraillettes contre des gens sans défense, l'objectif étant d'écraser le mouvement syndical indépendant.

Depuis plus d'un an, notre syndicat fonctionne dans l'illégalité et dans des conditions de terreur policière : des milliers de militants de *Solidarność* sont passés par des camps et des prisons, des milliers restent toujours derrière les barreaux avec de lourdes peines.

Des grévistes et des manifestants furent battus, des centaines



de gens mutilés et des dizaines froidement assassinés, pour avoir tout juste montré leur attachement à la liberté et à la dignité. Les répressions se poursuivent : les membres du syndicat sont licenciés, de nombreuses entreprises ont été militarisées. On annonce la mise en place de camps de travail forcé. Les gens sont persécutés au mépris des droits fondamentaux de l'homme. Les arrestations et les procès politiques continuent.

Le gouvernement polonais a violé tous les accords internatio-

naux qu'il avait signés, relatifs aux droits des travailleurs et des citoyens ; il a rompu tous les contrats conclus avec sa propre société ; il a foulé aux pieds toutes ses déclarations.

Solidarność ne se laissera pas détruire. *Solidarność* vit et demeure bien ancré dans les entreprises. Le syndicat poursuit ses activités, et il ne renoncera pas à défendre les droits des travailleurs, ni à mener à bien les réformes socio-économiques en Pologne. Nous luttons pour la légalité de nos activités, pour la liberté des prisonniers politiques, pour qu'on cesse de pourchasser les militants du mouvement syndical indépendant. Nous allons agir avec détermination, persévérance et prudence. Nous voulons la paix sociale basée sur le respect de la loi que la société fera sienne : c'est alors seulement que l'effort des millions de Polonais pourra devenir le générateur des valeurs morales et du bien-être matériel pour toute la société...

Nous ne sommes pas abandonnés dans notre combat. Dès les

premiers jours d'août 1980, nous avons reçu l'aide des travailleurs du monde entier. Nous tenons à remercier les organisations syndicales étrangères, de même que les personnes privées, dont le dévouement témoigne d'une réelle solidarité humaine. Nous saluons cordialement, avec des paroles de réconfort et d'encouragement, tous ceux parmi les travailleurs qui ont toujours devant eux le chemin vers des syndicats libres.

A tous ceux qui vivent dans des pays démocratiques, nous souhaitons la détermination dans le renforcement et le développement du mouvement syndical indépendant.

La lutte que nous menons ici, en Pologne, dépasse le cadre de nos propres intérêts. Nous croyons profondément que notre combat a une dimension universelle. Nous croyons que ce combat élargit les espaces de liberté et de justice dans le monde contemporain. Nous avons besoin de votre soutien. Le 1^{er} mai, manifestez votre solidarité avec la lutte des travailleurs polonais ! »

COMMENT LE PLAN DELORS A ÉTÉ ADOPTÉ

Le jeu des institutions de la V^e République

Le 13 mars avait lieu le second tour des élections municipales (1). Trois semaines plus tard, le 6 avril, l'Assemblée nationale ratifiait le « plan d'austérité » du ministre des Finances Delors. En fait, elle se dessaisissait de tout contrôle sur le contenu effectif de ce plan, puisque l'ensemble de ces mesures d'application étaient laissées à la discrétion du gouvernement, par le recours à des « ordonnances » (décrets). Il n'est pas inutile, pour saisir les caractéristiques du développement des événements en France, de revenir sur la manière dont les mesures Delors sont devenues la loi.

A PARTIR du 19 mars commencent les discussions entre les ministres des Finances des sept pays européens, membres du SME (Serpent monétaire européen). Jacques Delors, ministre des Finances du gouvernement Mauroy, représente la France. Or, il est ministre d'un gouvernement en « sursis » dont le sort est suspendu aux décisions du président de la République. Les rumeurs de « remaniement » se multiplient.

Le lundi 21 mars à midi, l'accord est conclu. Le franc et la lire sont dévalués, le mark et le franc belge réévalués. En fait, le franc perd 8 % de sa valeur par rapport au mark. Le dollar va coter 7,30 F et ne cessera d'ailleurs de s'élever au-dessus de ce niveau (il atteindra même la cote de 7,40 F)... C'est la 3^e dévaluation depuis le 10 mai.

Le soir du 22 mars, le nouveau gouvernement est formé. Mauroy reste Premier ministre. Jacques Delors, toujours ministre des Finances, apparaît comme le véritable chef de gouvernement.

Il déclare le jour même de la formation du gouvernement : « L'effort national ne peut être fondé que sur deux mots clés : la solidarité et la remise au travail de la France. Donc, il ne faut rien entreprendre qui fasse que les chefs d'entreprises et les cadres soient démobilités. Au contraire, il faut les remobiliser. »

Le 23 mars, le président de la République rompt le silence qu'il a observé depuis les élections municipales. Il lance un appel, très général dans ses termes, à l'union nationale.

Le 25 mars, le Conseil des ministres adopte le plan d'austérité de Delors. Le gouvernement engagera à ce sujet sa responsabilité devant l'Assemblée nationale le 6 avril. Pour faire passer le plan anti-ouvrier de Delors, il a fallu avoir recours au jeu des institutions réactionnaires de la V^e République.

Il n'y a eu aucune consultation préalable du Parlement sur l'élaboration de ce plan — aucune consultation avec quiconque d'ailleurs. La majorité PS-PCF qui siège à l'Assemblée nationale a été d'emblée réduite à un rôle d'enregistrement. Le plan lui a été présenté en « bloc », entièrement déterminé par le Conseil des ministres (unanime, y compris les deux ministres du PCF).

Le nouveau gouvernement lui-même a été composé en dehors de tout recours au Parlement, décidé « présidentiellement », et la place centrale qu'y occupe Delors a été décidée en relation avec les cercles dirigeants du patronat français et de leurs partenaires impérialistes. (Jacques Delors « a fait comprendre à ses interlocuteurs qu'il était leur dernière chance pour sauver

l'Europe », note une publication patronale).

Lorsque le gouvernement « présente » son plan devant l'Assemblée, celui-ci est déjà en application sur plusieurs points... depuis le 1^{er} avril.

« Un parterre de députés condamnés à la figuration »

« Un parterre de députés condamnés à la figuration ». C'est en ces termes que le journal réaction-

naire *Le Quotidien de Paris*, définit parfaitement le « débat » au terme duquel la majorité PS-PCF a avalisé le plan anti-ouvrier de Delors, ensemble systématique d'attaques contre les intérêts des travailleurs, contre leurs conditions de vie, leurs conquêtes et leurs droits.

En effet, il n'y a pas eu à proprement parler de débat puisque le gouvernement a eu recours à l'un des articles qui illustrent parfaitement le caractère bonapartiste de la Constitution de la V^e République : le recours à l'article 38, qui donne au gouvernement le droit de prendre par décret des mesures qui relèvent de la loi. Les fonctions mêmes d'un Parlement sont ainsi niées.

Il n'y a eu, dans ce cadre, ni véritable discussion, ni possibilité de dépôts d'amendements. Voter pour le gouvernement, c'était voter pour la « loi d'habilitation » autorisant le gouvernement à traduire, dans tous les domaines, les conséquences du plan Delors. C'était lui signer un chèque en blanc. C'est ce qu'ont accepté les groupes parlementaires du PS et du PCF.

Les conditions d'adoption du plan Delors ont fait ressortir avec acuité la contradiction qui existe entre les institutions bonapartistes et anti-démocratiques de la V^e République et l'existence — comme conséquence de la victoire politique remportée par les masses en mai-juin 1981 — d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

Qu'est-ce que l'article 38 ?

L'article 38 est l'un des plus beaux fleurons de la Constitution réactionnaire imposée après le coup d'Etat de mai 1958, de cette Constitution dont François Mitterrand écrivait alors qu'elle n'était qu'un coup d'Etat permanent. L'article 38 stipule : « Le gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont NORMALEMENT (nous soulignons) du domaine de la loi... Les ordonnances sont prises en Conseil des ministres, après avis du Conseil d'Etat. Elles entrent en vigueur dès leur application ».

C'est cet article dont, en 1973 encore, François Mitterrand disait qu'il « était flou et complaisant », qui a été utilisé. En fait, laissant au pouvoir exécutif la capacité de légiférer, cet article est directement contradictoire avec les principes de la démocratie parlementaire, qui veulent que le Parlement soit la seule source de la loi. C'est un instrument typique du bonapartisme.

La politique d'entente avec la bourgeoisie, qui ruine les fondements de cette majorité, s'accompagne nécessairement de l'utilisation « forcenée », pourrait-on dire, des mécanismes des institutions réactionnaires de la V^e République. S'engager dans la voie de la rupture

avec la bourgeoisie implique la remise en cause du carcan de ces institutions. La seule voie qui corresponde aux intérêts des travailleurs et qui est conforme aux principes de la démocratie dont se réclament le PS et le PCF, c'est que la majorité PS-PCF utilise le fait

qu'elle est majoritaire pour proclamer l'Assemblée souveraine et nommer un gouvernement responsable devant elle.

F. Forgeux.

(1) Voir dans *Tribune internationale-La Vérité* n° 12, l'article : « Après les élections municipales : la France à un tournant ».

Les organisations syndicales et le plan Delors

Nous reviendrons dans *Tribune internationale - La Vérité* sur les réactions que le plan Delors a provoquées au sein des partis politiques et au sein des organisations syndicales.

En ce qui concerne les prises de position de ces dernières, nous publions ci-dessous la plate-forme sur la base de laquelle la CGT-Force ouvrière a appelé à sa manifestation du 1^{er} mai, ainsi que celle sur la base de laquelle la CGT, la CFDT et la FEN ont appelé à leur manifestation commune (Le mouvement syndical français est divisé. La CGT-FO est issue d'une scission de la CGT en 1947 ; aujourd'hui, le CGT est dirigé par le PCF. La FEN est une fédération qui regroupe les enseignants et les personnels de l'éducation nationale et la CFDT est une centrale d'origine confessionnelle).

CGT-Force ouvrière

L'Union des syndicats Force ouvrière de la région parisienne a décidé d'appeler à manifester le 1^{er} mai sous les mots d'ordre suivants :

- « Pour en finir avec l'austérité à sens unique imposée aux seuls salariés ;
- Pour la reprise des négociations collectives et le respect des accords signés ;
- Pour le respect du droit au travail et l'arrêt des licenciements ;
- Pour une formation professionnelle des jeunes, débouchant réellement sur une qualification et des emplois ;
- Pour une Sécurité sociale sans diminution des prestations et des retraites ;
- Pour une école laïque authentique ouverte à tous et contre la remise en cause du service public ;
- Pour la solidarité active avec tous les syndicalistes opprimés dans le monde. »

CGT-CFDT-FEN

« Depuis près de 2 ans, les réformes économiques et sociales profondes entreprises ont déjà apporté des avancées significatives.

Cette politique se heurte à des contraintes et à des pressions internationales ; elle s'affronte également à la lutte acharnée des forces de droite et patronales.

Cette situation nécessite pour les travailleurs et leurs organisations syndicales des actions, des interventions et propositions pour gagner la bataille de l'emploi, réduire les inégalités et changer le travail.

Tout en partageant les buts que se fixe le gouvernement de réduire l'inflation, le chômage et le déficit du commerce extérieur, les FEN départementales, les Unions régionales CGT et CFDT d'Ile-de-France ne sont pas d'accord avec la stratégie du plan gouvernemental qui n'apporte pas de solutions aux problèmes posés (...).

Les Unions régionales CFDT, CGT et les FEN départementales d'Ile-de-France exigent à cette occasion le plein exercice des libertés fondamentales, et celui des droits syndicaux en toute indépendance, la libération de tous les syndicalistes emprisonnés et la levée de toutes les inculpations de ceux-ci, dans quelque pays que ce soit. »

Face au projet de réforme : ce que veulent les étudiants

LE 28 avril, sous les banderoles de l'UNEF indépendante et démocratique, 10 000 étudiants de Paris manifestaient. Des manifestations similaires avaient lieu dans plusieurs facultés de province. Cette manifestation exprimait la protestation massive des étudiants face au projet de réforme de l'enseignement supérieur dont est responsable le ministre Savary, notamment contre les dispositions de ce projet instituant un renforcement de la sélection, à savoir l'instauration d'un concours en cours d'études, coupant le premier cycle des études supérieures du second ; les étudiants s'élevaient également contre l'instauration de deux types d'université (des universités « d'élite » et des « universités parkings »).

La force tranquille de ces manifestations exprimait la légitime inquiétude des étudiants quant à leur avenir, ainsi que le fait — dont tous devront tenir compte — qu'aujourd'hui pas plus qu'hier les étudiants n'accepteront d'être chassés de l'Université, de voir leurs études aboutir à des diplômes sans valeur.

L'impact de ces manifestations est aussi le meilleur démenti à une véritable campagne de « désinformation » déclenchée en France mais qui, dans les autres pays, prend des proportions encore plus délirantes, et qui prétend que ce sont les « forces réactionnaires » qui, dans cette affaire, manipulent les étudiants.

Il est vrai que des groupuscules d'extrême-droite multiplient les provocations, que l'UDF et le RPR dénoncent dans le projet Savary une insuffisante sélection mettant en péril des élites.

Mais le fond de la question est le caractère sélectif de ce projet de réforme que l'on a voulu imposer aux étudiants, et la mobilisation de ceux-ci (qu'exprime et qu'affirme par son action comme syndicat indépendant l'UNEF indépendante et démocratique) procède de la défense de leurs légitimes intérêts, qui ne sont en rien contradictoires à ceux de l'ensemble des travailleurs et des jeunes.

Ces manifestations ont pris place alors que, depuis la mi-février, les étudiants en médecine sont en grève contre une loi (qui porte le nom de son responsable, le ministre Ralite, membre du PCF) de réforme des études médicales.

En quoi consiste-t-elle ? Pendant des années, les étudiants en médecine ont été confrontés à une politique ultra-sélective qu'exprimait sans ambages Simone Weil, ministre de la Santé de Giscard, en expliquant qu'il fallait réduire le nombre des médecins.

C'est cette démarche que reprend la réforme Ralite en instituant, au terme de la sixième année d'études de médecine, « un examen classant et validant ». C'est un examen qui donne accès au poste d'interne, mais le nombre de postes est fixé par décret ministériel. Il ne s'agit donc pas d'un examen contrôlant des connaissances, mais d'un concours éliminatoire en fonction du budget alloué à la santé. Il menace des milliers d'étudiants en médecine de se retrouver éliminés au bout de six ans d'études, alors qu'il leur a déjà fallu franchir le barrage d'un concours à la fin de la première année.

F.F.

En quoi consiste le plan Delors ?

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) a publié les résultats d'une « enquête de conjoncture » sur la situation française en y intégrant les résultats prévisibles — selon cet organisme — du plan d'austérité Delors.

D'après l'INSEE, le déficit extérieur de la France — dans l'hypothèse la plus optimiste combinant un redressement des exportations et un blocage à leur niveau actuel des importations — dépasserait les 50 milliards de francs. La limite de 8 % d'inflation, objectif gouvernemental, serait dépassée et l'inflation atteindrait au moins 9 %. L'activité industrielle baisserait de 1,6 % comme conséquence des mesures d'austérité entraînant une hausse du chômage : l'INSEE prévoit 2 200 000 chômeurs pour la fin de 1983.

Enfin, le pouvoir d'achat des ménages baisserait de 1,3 % en 1983. Ces prévisions, trop modérées au regard de la réalité, ont amené certains commentateurs à parler « d'échec probable » du plan Delors. Si l'on tient compte des prévisions de l'OCDE par exemple, il faut s'attendre à 300 000 chômeurs de plus à la fin de 1983 et à une inflation de l'ordre de 12 %. Mais se fonder sur ces chiffres pour parler d'échec, c'est oublier qu'il s'agit là précisément des conséquences du plan Delors. Montée du chômage, baisse du pouvoir d'achat : ces deux indices illustrent la justesse de la définition donnée par le titre d'*Informations ouvrières*, journal du Parti communiste internationaliste (PCI), du 26 mars : « Le plan Delors est entièrement dirigé contre les travailleurs. »

Le plan Delors, c'est en effet d'abord un catalogue de mesures qui toutes frappent les salariés.

Nouveaux impôts directs : d'une part, un « emprunt » obligatoire égal à 10 % des impôts sur le revenu de chaque contribuable ; d'autre part, un prélèvement supplémentaire de 1 % des revenus imposables pour financer le déficit de la Sécurité sociale (ce qui aboutit à une augmentation des impôts directs de l'ordre de 20 à 25 %).

Augmentation considérable des taxes sur les tabacs et les alcools.

Augmentation des tarifs des transports et des services publics.

Coups claires (20 milliards de francs d'économies) dans les dépenses budgétaires — alors que le budget adopté en décembre 1982 constituait déjà un « budget de rigueur ».

C'est-à-dire une réduction meurtrière des dépenses de santé et d'éducation, secteurs où la situation est déjà critique. Economies également pour les entreprises publiques et nationalisées (7 milliards), ce qui implique inéluctablement une accélération des licenciements. Economies également sur les prêts aux col-

lectivités (2 milliards), ce qui conduit à la suppression de crèches, à la détérioration des services communaux, etc. Restriction du crédit à la consommation (c'est-à-dire crédit plus cher), et enfin, limitation des dépenses des citoyens français.

Une analyse, même sommaire, du plan Delors ne peut se limiter pourtant à l'énumération de ces mesures brutales. Il est nécessaire de comprendre ce qu'elles impliquent et quelle est leur portée.

Ce qu'elles impliquent est indiqué, mais seulement indiqué, par les prévisions de l'INSEE. En effet, le

plan Delors n'est pas uniquement constitué de ces mesures : il « programme » leurs conséquences au travers de chacun des projets budgétaires, et les masses monétaires soustraites au nom des « économies » sont retirées à certains postes et pas à d'autres en fonction de l'orientation générale du plan.

Mauroy (« L'application d'une politique de gauche intégrale en France ne peut se faire que si les autres pays européens mènent aussi des politiques de gauche. ») : « La phrase de Pierre Mauroy revient donc à dire, en réalité, qu'un "gouvernement de gauche" ne peut rien faire d'autre qu'une "politique de droite". »

Qu'y a-t-il de commun pourtant entre les gouvernements des partis bourgeois qui dominent la plupart des pays capitalistes d'Europe, et le gouvernement Mauroy-Delors ? Ceci : dans les deux cas, ces gouvernements basent leur politique sur l'entente avec les capitalistes.

A ceci près cependant, que les uns incarnent directement les intérêts du capital, alors que l'autre — pourtant composé pour l'essentiel de ministres du PS et du PCF, partis se réclamant de la classe ouvrière — s'y soumet étroitement, sous la férule d'un Delors, dans le respect docile des institutions de la V^e République.

Pas d'austérité... pour les dépenses militaires

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la réduction des « dépenses sociales ». Ce sont avant tout, soulignons-le, des budgets comme ceux de la Santé — où la situation est déjà catastrophique — et de l'Éducation (voir l'article particulier sur ce point) qui en feront les frais. Remarquons que par contre, l'armée ne connaîtra pas les rigueurs de l'austérité : 830 milliards de francs sont affectés aux dépenses militaires pour les cinq prochaines années...



Delors

La portée du plan Delors, elle est aussi dans le fait que toutes les mesures d'austérité, en apparence conjoncturelles, s'inscrivent dans une visée plus durable. Par exemple, l'impôt exceptionnel de 1 % pour financer le déficit de la Sécurité sociale ouvre la voie à la fiscalisation de celle-ci, c'est-à-dire au démantèlement du système de Sécurité sociale tel qu'il existe en France (cotisations ouvrières et patronales, celles-ci représentant un salaire différé).

Le plan Delors s'accompagne de grasses subventions au patronat sous forme d'aide à l'investissement et d'exonérations d'impôts. Force est de constater que ce plan ambitieux dans ses objectifs réactionnaires n'a rien d'original. On peut trouver ses sources dans les « plans » successifs ébauchés depuis l'instauration de la V^e République. Et on peut noter sa similitude avec la politique de Thatcher ou celle de Kohl en Allemagne fédérale.

Une contradiction fondamentale

Mais, comme le note un éditorial de l'organe central du Parti communiste internationaliste, *Informations ouvrières*, commentant une déclaration du Premier ministre

N'y a-t-il pas là — dans ce caractère commun et dans cette différence — la contradiction fondamentale de la présente situation politique ?

En d'autres termes, au bout de deux ans de gouvernement de front populaire, toutes les contradictions contenues dans la situation française s'aggravent. « L'entente avec les capitalistes » dont parle l'éditorial, c'est le contenu même de toute politique de front populaire, cette politique se développe dans le cadre du maintien des institutions de caractère bonapartiste de la V^e République.

Opposer l'entente des travailleurs et de leurs organisations à l'entente nouée entre les dirigeants du PS et du PCF et la bourgeoisie, implique — en rupture avec les institutions réactionnaires de la V^e République dont la préservation est le nœud gordien de la politique de collaboration de classes du front populaire — la perspective d'un gouvernement du PS et du PCF, sans ministres représentant la bourgeoisie, sans Delors, un gouvernement responsable devant l'Assemblée nationale où le PS et le PCF disposent de la majorité.

F. Forgeue

Le droit à l'instruction, première victime de l'austérité

Le 8 mai 1983, devait se tenir à Paris un rassemblement national pour la défense du droit à l'instruction, pour la défense de la laïcité de l'école.

C'est à l'issue d'assises regroupant les délégués de 50 départements et organisées par le Comité pour l'Appel aux laïques, constitué de militants ouvriers de diverses tendances, que la décision de préparer ce rassemblement avait été prise.

Le Parti communiste internationaliste a apporté son plein appui à cette initiative et ses militants se sont engagés dans sa préparation.

Environ 15 000 personnes de Paris et de toute la France s'étaient déclarées prêtes à prendre part à ce rassemblement. Par dizaines de milliers, travailleurs et jeunes avaient signé une pétition adressée aux groupes parlementaires PS et PCF, demandant à la majorité PS-PCF qu'elle s'oppose aux plans de démantèlement de l'école publique du ministre Savary.

Des centaines de cahiers, consignant les conséquences de ces mesures pour les élèves comme pour les enseignants, rassemblant les revendications des travailleurs à ce sujet, ont été rédigés. Ils devaient être centralisés le 8 mai.

Une atteinte au droit de réunion

Or, le rassemblement du 8 mai n'a pu avoir lieu. A la dernière minute, la société gérant le terrain sur lequel le rassemblement devait avoir lieu, invoquant des prétextes techniques, a refusé de faire face à ses engagements. Et, comme par enchantement, dans toute la région pari-

sienne, auprès des mairies comme auprès de la société d'économie mixte qui gère les terrains de la ville de Paris, il fut impossible de trouver une solution de remplacement. Décidément, la providence fait bien les choses !

En fait, comme le constate le Comité pour l'Appel aux laïques, « la défense de l'école publique et laïque est interdite de séjour à Paris ». Il s'agit d'une atteinte — mal — dissimulée au droit de réunion.

Par une coïncidence frappante, ce « forfait », comme le définit le Comité pour l'Appel aux laïques, est perpétré pratiquement deux ans après la victoire électorale de François Mitterrand.

Dans les motifs qui ont conduit par millions et millions la population laborieuse de France à voter les 26 avril et 10 mai 1981 pour François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, et à confirmer leur vote en donnant ensuite au PS et au PCF une majorité sans précédent à l'Assemblée nationale, la défense de la laïcité, du droit à l'instruction tenait une place essentielle.

Ainsi, la question de l'école et celle de la laïcité concentrent bien des aspects des développements politiques en France, après deux ans d'existence d'un gouvernement de type front populaire.

Des lois, piliers des institutions de la V^e République

La remise en cause de la laïcité de l'école — conquête du mouvement ouvrier — est organiquement liée aux institutions réactionnaires de la V^e République. Les lois Guerneur et

Debré, qui assurent de grasses subventions aux écoles privées (à 95 % confessionnelles) sont des piliers du système établi en 1958, à l'issue du coup d'Etat.

Le ministre Savary — s'adressant aux élus du RPR et de l'UDF — disait : « Ces lois, nous aurions pu les abroger en une nuit. » Mais, précisément, ces lois n'ont pas été abrogées. Deux ans plus tard, elles sont encore en vigueur et tandis que la situation de l'instruction publique se dégrade rapidement, un flot constant de fonds publics est toujours drainé vers les établissements contrôlés par l'Eglise.

De plus, une série de projets élaborés au niveau de l'exécutif précipitent la dislocation du système d'éducation publique et prévoient corollairement l'entrée dans l'enseignement public de l'enseignement confessionnel en tant que tel.

De plus, au nom de « l'austérité », on refuse en même temps à l'école publique les crédits qui auraient été indispensables pour simplement maintenir les choses en l'état. C'est un saccage qui met en cause l'avenir de 10 millions de jeunes et d'enfants qui se prépare ainsi.

Les travailleuses, les travailleurs et les jeunes ne sauraient l'accepter. On comprend l'importance politique nationale que prenait de ce fait le rassemblement national du 8 mai.

Les organisateurs ont appelé le 9 mai, pour la défense du droit à l'instruction et de la laïcité, à une manifestation à Paris, en direction de l'Assemblée nationale, qui se déroulera tandis que, dans la plupart des grandes villes de province, des réunions sont également organisées.

NICARAGUA

Reagan organise la guerre contre tout un peuple

(suite de la page 1)

décembre 1962 des fusées à moyen rayon d'action sur le sol cubain.

Pendant quelques semaines, un tintamarre se déchaînait dans la presse mondiale sur le danger de guerre mondiale, pendant que la flotte US cernait l'île cubaine et en organisait le blocus total.

Tout cela pour aboutir le dimanche 27 octobre à une lettre publique de Khrouchtchev à Kennedy lui expliquant : « Je comprends parfaitement votre inquiétude. Afin de procéder au plus vite à la liquidation d'un conflit dangereux... et de rassurer le peuple américain... le gouvernement soviétique a donné un nouvel ordre pour que l'armement que vous appelez offensif soit démonté et ramené en Union soviétique. »

Un mois à peine après leur installation sur l'incitation des dirigeants de l'URSS, retrait des fusées russes, après un marchandage direct entre Khrouchtchev et Kennedy, dénoncé en son temps par les masses cubaines en manifestation et par Castro lui-même, qui refusait alors les conditions imposées par les deux hommes d'Etat (exigence d'inspection sur place par des envoyés de l'ONU), afin de contraindre les dirigeants cubains au recul politique. Il fallut la présence à Cuba même de l'envoyé spécial de Khrouchtchev, Mikoyan, pendant 24 jours, pour dénouer l'affaire montée de toutes pièces. (1).

Est-ce le même type de provocations que l'on prépare, le même type de pressions ?

Les termes d'un accord entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin

Car enfin, alors que Reagan déclare que « l'Amérique centrale est la 4^e frontière des USA », et que sur cette base il organise à travers son ambassadeur au Honduras, John Negroponte, l'agression armée du Nicaragua par l'intermédiaire d'ex-gardes somozistes, comme la presse américaine elle-même le révèle, que veut dire les récentes déclarations du principal dirigeant du PC de l'URSS, Andropov lui-même, dans la première interview qu'il accorde à un journaliste occidental, l'éditeur de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* ?

Justifiant la présence des troupes russes en Afghanistan, Andropov explique : « Prenons un exemple, on peut se demander si la nature du gouvernement qu'il y aurait au Nicaragua serait indifférent aux Etats-Unis. Le Nicaragua pourrât-il se trouver à une distance énorme des Etats-Unis et nous, nous avons une frontière commune avec l'Afghanistan. Nous défendons nos intérêts nationaux quand nous aidons l'Afghanistan. » Les termes d'un accord ne sont-ils pas ici parfaitement exposés ? Peut-on être plus clair ?

Poursuivons. Une dépêche de l'AFP citée par le journal madrilène *El País* du 26 avril informe que « selon les milieux informés soviétiques, l'Union soviétique ne se laissera pas entraîner dans un conflit direct avec les Etats-Unis en Amérique centrale, y compris dans le cas où Washington interviendrait directement au Nicaragua ». Sans aucun doute, il s'agit là du feu vert donné par les chefs de la bureaucratie russe à l'intervention impérialiste en Amérique centrale, contre le Nicaragua.

La dépêche poursuit : « Cette partie du monde (l'Amérique centrale) ne s'inscrit pas dans les intérêts stratégiques de l'URSS » et il n'y a pas lieu pour Moscou de « déployer ses missiles au Nicaragua ». Alors pourquoi le proposer quelques semaines auparavant ? Au moment même de l'invasion armée contre le Nicaragua, et du débat polémique du Congrès sur l'aide militaire en Amérique centrale ?

Allons plus loin. La dépêche de l'AFP, citant la presse soviétique officielle, informe que « l'accusation d'ingérence cubaine et soviétique en Amérique centrale est repoussée par Moscou, qui prend comme exemple le Salvador où la droite a le pouvoir : la situation dans ce pays centro-américain illustre aux yeux du Kremlin que « la révolution ne s'exporte pas » ».

Désarmer et isoler l'héroïque révolution salvadorienne, tel est le sens de la position des dirigeants de la bureaucratie du Kremlin. Au moment même où Schultz, secrétaire d'Etat américain envoyé spécialement par Reagan au Mexique avant la réalisation à Panama de la réunion des chanceliers de tous les pays centro-américains sous l'égide du Mexique, du Venezuela, de la Colombie et de Panama, déclare à l'issue de ses entretiens avec le président du Mexique que « son gouvernement a un grand espoir que l'expérience du Mexique dans la région puisse servir la cause de la paix » ; au moment même où se déchaîne l'escalade contre-révolutionnaire au Nicaragua, au Salvador, les dirigeants du PC de l'URSS affirment qu'ils laisseront faire. Comme ils le faisaient en 1962 en direction des dirigeants du gouvernement ouvrier et paysan de Cuba, ils se montrent prêts à contribuer à exercer toute leur pression sur les dirigeants du gouvernement ouvrier et paysan du Nicaragua pour les amener à reculer politiquement, et par là à préparer les conditions de la défaite de la révolution nicaraguayenne.

Les conditions d'une intervention directe ne sont pas réunies

Mais les conditions politiques sont loin d'être les mêmes. En effet, l'impérialisme américain ne peut s'émanciper des conditions politiques globales dégagées à l'échelle mondiale et marquées par la défaite au Vietnam, la chute du chah d'Iran et de Somoza, par une initiative révolutionnaire des masses, et il ne contrôle pas les développements des processus de crise de domination de la bourgeoisie dans l'ensemble des pays du monde.

On a vu comment la crise des « îles Malouines » au printemps de l'année dernière avait contribué à disloquer le dispositif contre-révolutionnaire monté pour appliquer le plan d'agression établi par le Conseil de sécurité US, comme l'a révélé le 7 avril dernier un article du *New York Times*.

Le retrait des conseillers militaires argentins du Salvador, alors qu'ils étaient un élément central pour la mobilisation possible si nécessaire d'une force inter-américaine d'intervention en Amérique centrale, le dégageant de ce plan, dans lequel il était impliqué, du gouvernement du Venezuela, avait immédiatement suivi l'alignement de l'impérialisme US sur l'agression impérialiste britannique et la vague anti-impérialiste qui avait secoué alors les masses d'Amérique latine.

C'est justement parce qu'ils estiment que les conditions politiques ne sont pas réunies pour une agression militaire au Nicaragua, et qu'ils craignent qu'un engagement plus profond n'entraîne un conflit généralisé en Amérique centrale, que de nombreux congressistes américains dénoncent le « viol » par l'administration Reagan de la loi américaine et particulièrement de l'amendement Boland.

Cet amendement, voté à l'unanimité en décembre 1982 par la Chambre des représentants des USA, interdit aux « Etats-Unis d'apporter une aide quelconque aux anti-sandinistes visant à renverser le gouvernement du Nicaragua ou à provoquer un conflit armé entre ce pays et le Honduras ». De la même façon, parce que des congressistes exigent avant tout, avec la nomination d'un envoyé spécial au Salvador pour surveiller le déroulement des « élections » de décembre 1983, la réunion des conditions politiques permettant que soit dérogé un axe politique qui jette une façade démocratique dans ce pays, la Commission des Affaires étrangères du Congrès vient-elle de voter 1/3 seulement du supplément de crédits pour le Salvador exigé par Reagan.

De leur côté, les dirigeants bourgeois des 4 pays d'Amérique latine réunis dans l'île de Contadora en janvier dernier (Colombie, Mexique, Venezuela, Panama) viennent de prendre l'initiative de convoquer à Panama en ce début d'avril tous les chanceliers des pays d'Amérique centrale.

De fait, ils avaient fait capoter une autre initiative de l'administration Rea-

gan en décembre 1982, visant à réunir dans un « Forum pour la paix et la démocratie » tous les pays d'Amérique centrale à l'exclusion du Nicaragua. Le Mexique et le Venezuela s'y étaient refusés pour cette raison.

Dans le cadre du plan Lopez Portillo

En effet, préoccupés eux aussi par la possibilité de ce que les affrontements actuels au Nicaragua ne s'étendent, se transformant ainsi en conflagration régionale, rendus inquiets par le fait qu'un développement plus important des plans nord-américains contre le Nicaragua exigerait pour les bourgeois latino-américains un degré supérieur de subordination politique et de dépendance en général vis-à-vis de l'impérialisme américain, ils ont donc pris une initiative, que l'administration Reagan a laissé se développer, comme on l'a vu plus haut, mais à laquelle elle a dû s'adapter.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan de paix d'ensemble proposé en février 1982 par le président mexicain Lopez Portillo dans son appel à Managua. Il proposait un plan d'ensemble visant à résoudre, par des canaux séparés mais convergents, trois conflits : celui du Nicaragua, celui du Salvador, et celui des relations Etats-Unis/Cuba.

L'objectif est certes de contribuer à rétablir l'ordre bourgeois et impérialiste dans cette région, mais elle ne s'inscrivait pas dans le cadre de la tactique définie par Reagan.

pective de négociations globales sur la région. Pour Reagan, l'un des objectifs de l'intervention au Nicaragua, en tentant d'implanter quelques positions militaires et en ouvrant la perspective encore vague de la proclamation d'un gouvernement provisoire, est, à défaut d'une victoire totale pour l'instant (outre le fait d'expliquer que le Nicaragua est en proie à une guerre civile, et non pas à une agression militaire extérieure), la tentative de lui fournir de nouvelles cartes en vue d'un marchandage généralisé dans la région. L'une des premières victimes de ce marchandage devrait être la révolution salvadorienne.

L'assassinat de Melida Anaya Montes

Quelques jours après les déclarations de Zagladine et d'Andropov à propos de l'Amérique centrale, donnant « carte blanche » à Reagan, la « commandante Ana », dirigeante du plus important groupe du FMLN du Salvador, le Front populaire de libération, était assassinée à Managua.

Tomas Borge, principal dirigeant du FSLN, en rendait responsable la CIA, mais annonçait quelques jours plus tard qu'il s'agissait d'un règlement de comptes à l'intérieur de la direction du FPL.

Lors de l'enterrement de la commandante Ana (Melida Anaya Montes, de son vrai nom), le 9 avril 1983, le commandant Marcial déclarait : « L'impérialisme accuse le Nicaragua en disant que nous, les dirigeants du FMLN, nous

sacré sa vie à combattre les dictatures successives de son pays, d'abord sur le terrain syndical. Il milite ensuite dans les rangs du Parti communiste du Salvador et le quitte en 1967 en désaccord avec l'orientation politique vis-à-vis de la lutte révolutionnaire.

Le 1^{er} avril 1970, il fonde avec Melida Anaya Montes (la commandante Ana) les Forces populaires de libération Farabundo Martí, bras armé du BPR, l'une des organisations de masses les plus influentes du Salvador. En 1980, il est un des éléments centraux de la fusion avec les 3 autres organisations guérilléristes, ce qui formera le FMLN. Il faisait partie, avec la commandante Ana, de la direction des 5 commandants qui coordonnaient l'activité des forces guérilléristes du Salvador.

Il s'agit d'un coup très dur pour le FMLN. Plusieurs parlementaires américains ont aussitôt réagi, déclarant que les deux morts enlèvent des obstacles à une solution négociée au Salvador.

Defendre la révolution en Amérique centrale

La révolution centro-américaine vit des moments très critiques. Aggressions armées, chantage économique, pressions diplomatiques, provocations, assassinats et marchandages entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, d'accord pour ramener l'Amérique centrale sous le contrôle des USA, le FSLN et le FMLN faisant les frais de la « coexistence pacifique ».

Comme le dit la lettre du Secrétariat international de « IV^e Internationale



Enterrement à Matagalpa de Juan Emilio Cruz, un sous-lieutenant tué par les contre-révolutionnaires.

C'est ainsi que l'impérialisme US, tout en maintenant l'escalade contre-révolutionnaire, doit ménager les possibilités d'intervention sur tous les terrains et formes de lutte, y compris celui de la négociation.

C'est d'ailleurs ce que suggérait, début avril, un groupe de responsables américains et latino-américains, politiques et hommes d'affaires, avec Robert Mac Namara (ministre de Kennedy au moment des fusées à Cuba), Elliot Richardson, Edmund Muske et Cyrus Vance, David Rockefeller, le directeur du *Time* Ralph Davidson et le général en retraite des forces aériennes David Jones.

Ces derniers demandaient l'ouverture d'un « dialogue unilatéral » entre les Etats et partis concernés en Amérique centrale mais aussi avec Cuba et l'Union soviétique. Selon le *Time* du 18 avril 1983, « l'objectif serait de produire une entente comme celle qui avait été obtenue entre Washington et Moscou et qui mit fin à la crise des missiles ».

Pour l'administration Reagan d'ailleurs, l'agression militaire s'accompagne de pressions diplomatiques et n'est en aucun cas incompatible avec la pers-

nous trouvons ici. Ceci est une accusation qui voudrait faire apparaître comme honteuse la solidarité d'un peuple avec un autre. » Et affirmant que la direction du FMLN continuerait à combattre à l'intérieur et à l'extérieur du Salvador, pour unir les forces de la solidarité partout là où elles existent, il poursuivait : « L'administration Reagan a une politique globale contre nos peuples centro-américains qui se lèvent déjà de façon irréversible dans la lutte révolutionnaire jusqu'à la victoire finale. La lutte des peuples est une. »

Et il concluait enfin en expliquant comment Farabundo Martí et Augusto Cesar Sandino avaient combattu ensemble contre l'intervention des Marines nord-américains au Nicaragua. Ce fut son dernier discours. Un communiqué du ministre de l'Intérieur du gouvernement du Nicaragua annonçait au milieu du mois d'avril que Cayetano Carpio (« Marcial ») s'était suicidé. La commandante Ana était sa compagne et il n'a pu supporter que l'assassinat soit un membre de son groupe, conclut le communiqué.

A 64 ans, c'était un personnage légendaire de la guérilla salvadorienne. D'une fermeté personnelle remarquable, il subit la prison et la torture sans jamais céder. Boulanger de profession, il a con-

(Centre international de reconstruction) : « Quelles que soient les manœuvres politiques, les négociations et les pressions diplomatiques, un point de non-retour a été atteint, qui ne permet pas une issue pacifique. Défaire la révolution au Nicaragua requiert une véritable guerre contre-révolutionnaire, mais une guerre au Nicaragua déboucherait immédiatement sur une guerre dans toute l'Amérique centrale. »

Les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » se placeront au premier rang du combat pour la défense de la révolution nicaraguayenne.

J. Robles
L. Favre,
28 avril 1983

(1) Castro, dans une interview à Claude Julien et qu'il n'a jamais vraiment démentie, a déclaré : « Nous avons envisagé entre nous la possibilité de demander à l'URSS de nous fournir des fusées. Mais nous n'étions parvenus à aucune décision lorsque Moscou nous les a proposées. On nous a expliqué qu'en les acceptant, nous renforcerions le camp socialiste sur le plan mondial. Et parce que nous recevions une aide importante du camp socialiste, nous avons estimé ne pas pouvoir nous dérober... Telle est la vérité, même si d'autres explications sont fournies ailleurs. » *Le Monde*, 22 mars 1963.

SALVADOR : ACCROISSEMENT DE L'AIDE MILITAIRE AMERICAINE, OFFENSIVE MILITAIRE, PRESSIONS DIPLOMATIQUES

Le peuple poursuit son combat

La démission, le 18 avril dernier, du général José Guillermo Garcia de son poste de ministre de la Défense, est une expression majeure de la crise qui secoue les forces qui soutiennent la dictature salvadorienne. Face à la montée révolutionnaire des masses, exprimée dans l'offensive prise depuis octobre dernier par les forces de la guérilla, c'est toute la décomposition d'un régime soutenu à bout de bras par l'impérialisme US qui s'exprime à travers ce nouvel épisode.

DEJA, en janvier dernier, le colonel Ochoa Perez était entré en rébellion pour obtenir le départ du ministre de la Défense. Début avril, le chef de l'armée de l'Air, le colonel Rafael Bustillo, déclarait qu'il ne reconnaissait plus l'autorité du général Garcia à compter du 15 avril. Soutenu par le commandant de la première brigade de l'armée de Terre, le colonel Adolfo Blandon, le colonel Bustillo accusait le général Garcia de « ne pas avoir su conduire la guerre » contre la guérilla. « La situation sur le terrain risque de devenir critique si ce changement n'a pas lieu », disait-il, « car la guérilla devient de mieux en mieux entraînée et armée. »

L'administration Reagan, qui depuis les élections du 28 mars 1982 s'appuyait sur le général Garcia, était amenée elle aussi depuis plusieurs semaines à réclamer son départ, « en raison du peu de rendement et du mauvais moral existant au sein des Forces armées ».

Il est certain que la situation du rapport de force militaire dans la guerre tendait à pencher en faveur du FMLN (1), malgré l'aide nord-américaine. Etendant les zones « sous contrôle » et occupant ainsi plus de 40 % du territoire, les forces guérilléristes sont capables de se déployer dans des actions de harcèlement sur les axes routiers névralgiques, sur les régions économiques stratégiques (café, coton, canne à sucre), attaquant systématiquement des garnisons, portant ainsi des coups au moral de l'armée et accentuant par là leurs contradictions internes.

C'est ainsi que dans les derniers dix jours, une offensive multiforme les a vus intervenir dans toute une série de départements, allant jusqu'à occuper le 21 avril la ville de San José-Las Flores à 18 km de la capitale (2).

Crise globale du régime

Cette situation de crise militaire participe à la crise globale du régime dont la source est la puissance du mouvement des masses contre la dictature, et l'incapacité de cette dernière à en venir à bout.

Selon l'AFP, « le départ du général Garcia était analysé par divers milieux politiques comme une victoire de la droite et de l'extrême-droite autant que comme un constat des difficultés de l'armée face à la guérilla. » Depuis de nombreux mois, la droite salvadorienne, majoritaire à l'Assemblée nationale après les élections du 28 mars 1982, menait campagne contre le général Garcia, lui reprochant le soutien qu'il apportait aux timides réformes décidées par la junte militaro-démocrate-chrétienne.

Le 19 avril, au lendemain de sa démission, le porte-parole du département d'Etat américain,

Alan Romby, déclarait que le ministre sortant « avait aidé à guider son pays pendant une période agitée » et soulignait que sous son autorité « les forces armées du Salvador avaient fermement appuyé les réformes économiques et sociales ».

Il souhaitait que le nouveau ministre de la Défense, le général Eugenio Vides Casanova (3), « assure un compromis entre les réformes démocratiques et les efforts de guerre relatifs à sa charge ».

En fait, la crise politique aux sommets du gouvernement et de l'armée ne fait que s'accroître à partir de l'échec politique que furent pour les plans de l'impérialisme yankee les résultats des élections de mars 1982 donnant la majorité à l'Arena, parti d'extrême-droite du major d'Aubuisson, alors que l'objectif était de dégager un « centre politique » autour de la démocratie chrétienne permettant d'isoler et de neutraliser l'Arena et tentant de donner au régime une façade « démocratique ».

En décembre dernier, l'administration Reagan avait tenté de forcer à la constitution de ce « centre politique » dans la mesure où le pacte imposé en août, d'où était sorti le gouvernement actuel, avait conduit à la paralysie totale de ce gouvernement tiraillé par des ordres contradictoires. Au centre de cette opération se trouvait, avec la démocratie chrétienne, le général Garcia.

Or aujourd'hui, le général Garcia est contraint de s'en aller et les secteurs liés à l'Arena, malgré les restructurations imposées, maintiennent leur pouvoir.

A cette crise politique s'ajoute le poids de la banqueroute économique (4). Dans cette situation d'ensemble, l'oligarchie liée à l'Arena en grande partie, hésite à investir, dans un cadre général dans lequel, outre les effets de la guerre civile, la crise mondiale frappe de plein fouet cette économie dépendant totalement de l'impérialisme. En même temps que la guérilla enregistre de nouvelles progressions, le mouvement ouvrier et syndical, qui avait connu un recul temporaire et une féroce répression, tend à se réveiller et lutte contre les conséquences de la politique d'austérité. Les grèves commencent à se renforcer à nouveau, malgré la politique de terreur imposée par le gouvernement et la militarisation des centres de travail (5).

« Eviter de nouveaux échecs »

L'archevêque de San Salvador, Monseigneur Rivera y Damas, a déclaré le 17 avril, après d'autres, que le gouvernement salvadorien souffre d'un « vide de pouvoir », dû, selon lui, au fait que « prévalent les intérêts personnels sur le bien commun ».

Il exhortait les autorités à créer « les conditions nécessaires pour une authentique coexistence dans le pays. »

Le même personnage, qui avait salué avec effusion la farce électorale du 28 mars 1982, demandant à la guérilla de déposer les armes et de s'incliner devant cette manifestation éclatante du jeu démocratique, expliquait le 17 avril 1983 « qu'il convenait d'évaluer les élections du 28 mars 1982 (qui ont entraîné la « victoire » du parti du major d'Aubuisson) afin d'éviter de nouveaux échecs ».



Le général Garcia.

Il s'adressait ainsi aux responsables politiques qui se préparent pour les élections présidentielles de décembre prochain, annoncées par le président Magaña quelques jours avant la visite du pape au Salvador en mars dernier. Le pape, on le sait, avait appuyé cette manœuvre électorale, exigée pour 1983 au lieu de 1984 par l'administration Reagan auprès du gouvernement salvadorien, comme une des « mesures qui contribuent au progrès ordonné et pacifique de la société », en même temps qu'il condamnait toutes les idéologies de lutte, visant ainsi les forces guérilléristes.

Mais pour tenter de redonner un axe et discipliner des forces contre-révolutionnaires qui se désagrègent, l'impérialisme US, lui-même divisé, a un besoin absolu de redresser le rapport de force qui commence à s'établir sur le plan militaire. Les deux choses, certes, sont inséparables.

C'est ainsi que Reagan vient d'accepter la nomination d'un envoyé spécial de haut niveau pour participer à l'organisation des « élections » au Salvador, pour lesquelles Napoleon Duarte, leader de la démocratie chrétienne, vient d'être désigné comme candidat par son parti. En effet, telle était la condition mise en avant pour l'octroi par la sous-commission des crédits budgétaires pour l'étranger, de la Chambre des représentants américains, des 60 millions de dollars d'aide militaire supplémentaire demandés par Reagan le 10 mars 1983. L'impérialisme US veut ainsi se donner les moyens de contrôler les résultats de l'initiative électorale, de façon à ce qu'elle ne se retourne pas contre la nécessité de stabiliser la situation, c'est-à-dire de défaire le mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes salvadoriennes, comme ce fut le cas en mars 1982.

L'aide militaire n'est remise en cause par aucun secteur de l'impérialisme US. Ce qui est en discussion, ce sont les moyens permettant

de réunir les conditions politiques et diplomatiques qui rendront les armes efficaces.

« De nouvelles possibilités »

C'est cette discussion et cette réflexion que par exemple ouvre le *Washington Post*, le 23 avril dernier, à la veille du discours que Reagan doit prononcer le 27 avril prochain devant le Congrès, afin d'obtenir les 110 millions de crédits militaires pour le Salvador.

Analysant la situation créée par le coup extrêmement sévère porté contre les forces du FMLN avec l'annonce par le FSLN de l'assassinat de la commandante Ana et du suicide du commandant Marcial, pseudonymes des deux principaux dirigeants tant du FPL (6), l'un des plus importants groupes de la guérilla comme du FMLN, le *Washington Post* explique : « C'est un peu bizarre : les directions militaires des deux côtés dans la guerre du Salvador sont en train de changer en même temps. Du côté du gouvernement, il y a eu la nomination d'un nouveau ministre de la Défense ; en ce qui concerne la guérilla, la numéro deux du groupe considéré en général comme le plus radical a été assassinée, selon un rapport nicaraguayen, par un compagnon de lutte ; et le numéro 1 s'est suicidé aussitôt qu'il a pris connaissance de ce fait. On ne veut pas travailler avec des possibilités qui n'existent pas. Néanmoins, le fait fondamental au Salvador est la guerre, et à partir des circonstances dues au hasard, il résulte le surgissement de nouveaux dirigeants pour les deux parties, et par là même de nouvelles possibilités. Il ne manque plus de place pour un moment de pause et de réflexion commun. Ce que les deux nouvelles directions peuvent voir, quand elles y voient avec suffisamment d'acuité, c'est le fait que leurs combats sont en train de détruire leur pays. Leurs amis étrangers doivent aussi voir cela clairement. »

Nul doute que vont se déchaîner toutes les pressions sur les forces combattantes au Salvador, pour tenter d'exploiter le dur coup reçu. Nul doute que sera explorée au maximum la possibilité d'obtenir un répit pendant que l'impérialisme US continuera à armer, à entraîner, à diriger les efforts contre-révolutionnaires. Les 110 millions de crédits supplémentaires pour l'administration Reagan doivent aider à entraîner au combat la moitié de l'armée salvadorienne dans des installations contrôlées par les conseillers américains au Honduras et à rendre plus opérationnelles les futures interventions de l'armée hondurienne. Il s'agit que dans tous les départements du Salvador, des bataillons entiers, surarmés et surentraînés, soient implantés, à partir desquels une politique de rattachement, sur le modèle de ce qui fut réalisé au Vietnam et est appliqué en ce moment au Guatemala, soit possible : nettoyage des zones rurales, regroupement des populations.

Aujourd'hui, dans ce moment difficile pour les forces qui combattent la dictature et l'impérialisme au Salvador, qui, par leur héroïsme, ont créé une situation où la dictature s'effondrerait si elle n'était tenue à bout de bras par l'impérialisme, l'appui militant pour la solidarité ouvrière mondiale doit être

inconditionnellement déployé pour paralyser le bras assassin de l'impérialisme, et contribuer à ce que le mouvement de centaines de milliers de paysans, ouvriers et jeunes du Salvador puisse enfin jeter à bas le régime sanglant.

J. Robles,
26 avril 1983

- (1) FMLN : Front Farabundo Martí de libération nationale.
- (2) Le 13 avril, les forces du FMLN occupaient la ville de Estanzuelas dans le département d'Usulután, réalisant des incursions à Nueva Granada. Le 18 avril, la guérilla prenait une petite base militaire à 68 km au sud-est de la capitale dans le canton Siete Joyas, département de La Paz. A l'est du pays, les membres du FMLN ont occupé la cité minière de San Sebastian (département de La Unión) et détruit les installations de mines d'or de la localité.
- (3) Enfin, le 21 avril, la guérilla attaqua les garnisons de San José-Las Flores à 18 km de la capitale et pénétra dans la ville. Par ailleurs, dans le Morazan, le bataillon d'élite Ramon Bellosa subissait de lourdes pertes dans le nord-est du pays alors que les forces du FMLN occupaient la localité de Chirilagua dans le département de San Miguel.
- (4) Dans le département de Santa Ana, un commando du FMLN attaqua au bazooka une caserne de la police nationale, et à Suchitoto, à 44 km au nord de la capitale, où quelques jours avant le FPL avait occupé 5 stations de radio, les forces du FMLN gagnaient du terrain sur les troupes gouvernementales.
- (5) Le nouveau ministre de la Défense, le général Eugenio Vides Casanova, est le directeur général, depuis octobre 1979, de la Garde nationale, qui a la réputation d'être la pire des trois forces de sécurité, concernant les droits de l'homme. C'est durant son mandat que 5 de ses officiers ont été impliqués dans l'assassinat de 4 religieuses américaines, parmi d'innombrables autres exécutions.
- (6) « Nous sommes tombés au niveau des années 50 et même peut-être pis », estiment les économistes de l'université centro-américaine, qui précisent : « Le produit intérieur brut a baissé entre 5 et 8 % en 1982. Il avait déjà chuté de 20 % en 1979, de 9 % en 1980 et de 9,5 % en 1981. Pour la quatrième année consécutive, les importations ont dû être réduites en 1982 (-10 %), y compris celles des médicaments et des matières premières. Or, 60 % des composants utilisés dans l'industrie ont été importés. Les investissements publics et privés ont été réduits de 19 % en 1982. Quant au chômage, il est estimé à 38 % de la population active. En outre, la moitié des personnes qui ont un travail sont sous-employées. » (Le Monde, 26 mars 1983).
- (7) Par exemple, le 15 octobre dernier, 4 000 employés de l'administration du Service des Eaux (ANDA) ont mené un arrêt de travail de deux jours face au refus des autorités à négocier le contrat collectif, celles-ci s'appuyant sur la « Loi de stabilisation économique » (décret 544) qui bloque les salaires des travailleurs.
- (8) A la même date, 9 300 travailleurs du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ont décrété une grève du zèle en raison du refus des autorités à prendre en considération leur cahier de revendications.
- (9) Le 22 novembre, 3 700 travailleurs des centres de tourisme (Turicentros) et travailleurs du ministère des Travaux publics se joignent à la grève en solidarité avec leurs camarades. La solidarité s'étend, des communiqués sont publiés émanant des travailleurs municipaux, du syndicat de l'entreprise de Cartonnerie centro-américaine, de la sous-section de l'entreprise de textile Santa Mercedes, entre autres, soutenant ces luttes et exigeant en outre la fin de la répression.
- (10) FPL : Front populaire de libération, un des groupes composants du FMLN. Il a ses origines dans le Bloc populaire révolutionnaire (BPR). Il avait dans le passé rejeté la participation dans la junte militaire que le PC avait lui acceptée.

Les difficultés du plan Reagan

ONZE mois après l'invasion israélienne du Liban, la situation reste toujours explosive au Proche-Orient. Malgré l'aide de la force multinationale, l'autorité du président Gemayel ne s'exerce, et d'une façon très relative, que sur Beyrouth. La Bekaa et le Nord restent sous le contrôle des Syriens.

Au Sud, bien loin de déguerpir, Israël s'installe en force et prétend imposer ses conditions. Elle construit un aéroport à Damour, une base radar et un hélicoptère à Marjayoun. Elle fomenté des incidents armés dans le Chouf et à Alya entre les Kataeb (phalanges chrétiennes) et les Druzes, puis crée une commission d'arbitrage qui fait d'un officier israélien le véritable gouverneur de la région. Elle met en place, comme en Cisjordanie, des « ligues de villages » (harkis) et une « garde nationale » financées par les habitants, et qu'elle voudrait confier à Saad Haddad. Elle désorganise l'économie de la région, qu'elle inonde de ses marchandises.

Dans le même temps, Begin poursuit, d'une manière systématique et forcennée, la colonisation de la Cisjordanie-Gaza. Son but : — élargir sa base sociale en offrant à des milliers de familles des logements dans les villes nouvelles créées ; — s'efforcer de briser la résistance du peuple palestinien qui, malgré la défaite de Beyrouth, se poursuit au Liban et s'est exprimée avec force en Cisjordanie-Gaza et en Israël même, lors de la « journée de la terre » célébrée chaque année le 30 mars depuis la répression de 1976.

L'échec des négociations jordano-palestiniennes

Début avril, s'est tenue à Amman une rencontre annoncée comme « décisive » entre le roi Hussein et Yasser Arafat. Au cœur de la discussion, la recherche d'un accord permettant à l'OLP de passer du plan

de Fès, adopté par le sommet arabe, le conseil palestinien d'Alger et le sommet des non-alignés de Delhi, au plan Reagan.

L'objectif d'Hussein était d'obtenir d'Arafat un passeport lui permettant de traiter directement avec Israël sur la base du plan Reagan. Et cela, malgré l'échec de la mission Habib, retourné à Washington le 30 mars sans obtenir le retrait d'Israël du Sud-Liban et le gel des implantations sionistes en Cisjordanie.

Hussein demandait donc à Arafat d'accepter, sans aucune contrepartie, le plan américain qui ne prévoit pas, pour les Palestiniens, le droit à l'autodétermination et donc à un Etat indépendant, mais « un auto-gouvernement en association avec la Jordanie » et ignore l'OLP.

Arafat et les membres du conseil exécutif (CEOLP) n'acceptèrent pas cette position de Hussein, déjà exposée en janvier par le roi du Maroc pour qui les deux plans constituaient à ses yeux « un même message codé » que l'on pouvait « décoder avec la même clé ».

Entre la position de l'OLP, qui considérait que les résolutions de Fès (un Etat indépendant comme préalable à toute formule d'union avec la Jordanie) était le minimum acceptable pour les Palestiniens, et celle d'Hussein pour qui « la situation internationale actuelle ne permet pas au projet arabe (plan de Fès) d'être opérationnel, alors que le plan Reagan offre cette possibilité », l'accord n'était pas possible.

Arafat quitta Amman en déclarant s'en tenir au plan de Fès et aux décisions du sommet arabe, convoqué par le roi du Maroc pour le 15 avril.

De son côté, Hussein fit porter la responsabilité de l'échec à l'OLP. Ses propos, reproduits dans la presse d'Amman, sur ses intentions de ne plus s'occuper de la « maison jordanienne » et de sommer les Palestiniens de son royaume de choisir entre

la loyauté envers le roi ou envers l'OLP, éclairèrent toute sa politique.

En Israël, c'est la jubilation. A la télévision, le ministre des Affaires étrangères Shamir déclare : « Il était impossible d'envisager des négociations sur l'avenir de la Judée-Samarie (Cisjordanie) et de Gaza en fonction de la participation ou de l'accord de l'OLP, qui est une organisation dont l'idéologie et les méthodes sont fondamentalement incompatibles avec la notion même de paix. J'espère que les Etats-Unis le comprendront désormais. » (AFP, 11 avril 1983).

A Damas, le rejet du plan Reagan est accueilli avec une satisfaction mêlée de crainte. L'occasion est bonne pour Assad, qualifié de « traître » pour sa passivité durant l'invasion du Liban par Israël, de se présenter à nouveau comme un dur.

Mais la situation peut être aussi utilisée par Israël, d'où la mise sur pied de guerre de la Syrie.

Au sein de l'OLP, le débat qui avait débouché sur les résolutions du CNP d'Alger reprend et se durcit après l'exécution de Sartaoui, l'homme de confiance d'Arafat et son délégué au XVI^e Congrès de l'Internationale socialiste, tenu au Portugal. L'important, ce n'est pas qu'Abou Nidel ait revendiqué le crime, mais que les organisations palestiniennes installées à Damas l'aient approuvé (1).

L'explosion de l'ambassade américaine de Beyrouth

Le 18 avril, l'ambassade des Etats-Unis s'effondre : 60 morts, une centaine de blessés. Revendiqué par l'organisation du « Jihad (guerre sainte) islamique », cet attentat est lourd de conséquences. Il souligne la fragilité du pouvoir de Gemayel à Beyrouth même, provoque la panique chez les dirigeants arabes et donne une impulsion à la résistance contre l'occupation israélienne qui se développe dans tout le Sud-Liban.

Reagan en a tiré les premières conséquences :

— Sur le plan militaire, Washington a autorisé des sociétés américaines à s'installer en Israël pour produire l'avion de combat à géométrie variable et porteur d'armes atomiques, le Lavie (Lion).

— Sur le plan politique, il se rapproche de Begin lorsqu'il déclare dans une conférence de presse que si l'OLP refusait les négociations avec Israël, il était possible de se passer de cette organisation « dont aucun membre n'a été élu », car, ce qui importe, ce n'est pas l'OLP, mais « la recherche d'une solution aux problèmes de millions de Palestiniens (...) qui veulent seulement une terre à eux » (« La résistance à l'occupation israélienne s'amplifie » - *Le Monde diplomatique*, mai 1983).

Mais, d'autre part, Reagan ne pouvait renoncer à son plan qui est « une tentative de réaffirmer le leadership américain, de démontrer que nous n'allons pas nous laisser mener par les événements du Proche-Orient et que nous n'étions pas prêts à être indéfiniment les complices d'une stratégie reposant entièrement sur la force pour la réalisation d'objectifs politiques ». (*Le Monde*, 24-25 mars 1983).

D'où l'envoi de son secrétaire d'Etat Shultz, chargé d'accélérer les négociations sur le retrait des troupes étrangères du Liban.

Bien que les dirigeants de l'OLP et le roi Hussein déclarent ne pas avoir « fermé la porte », la mission de Shultz s'avère difficile : les positions de l'OLP ne peuvent aller, dans la situation politique actuelle, au-delà des résolutions de Fès, Hussein ne peut négocier seul avec Israël et les Etats-Unis n'ont que peu de moyens pour faire tomber le gouvernement Begin, hostile au plan Reagan.

Une situation dangereuse

Depuis Sabra et Chatila, la situation politique a évolué en Israël : les grandes manifestations pour la paix,

les grandes grèves, la publication du rapport Kahane, la crise morale... n'ont pas débouché sur de nouvelles élections législatives. Sharon a perdu son poste mais il est resté au gouvernement, et son remplaçant, Moshé Arens, considéré comme un super-façon, est déjà devenu l'homme fort en Israël. L'élection du travailliste Herzog à la présidence d'Israël ne doit pas faire illusion : la crise du parti travailliste se poursuit, en relation avec la crise des institutions de l'Etat sioniste forgées en 1948.

La reprise de la colonisation en Cisjordanie et l'emploi de provocations, dans la tradition de l'Irgoun, attestent que les pressions qui se sont exercées sur Begin seront bien faibles.

Certes, Shultz pourra contraindre Gemayel à signer un traité de paix, aux conditions d'Israël.

Mais la question centrale qui est à l'origine de la guerre du Liban, à savoir la question palestinienne, ne sera pas réglée. Car malgré la défaite de Beyrouth, la répression féroce en Cisjordanie et au Liban, le complot, organisé par l'impérialisme, les rois et dirigeants arabes, avec la complicité de Moscou, le peuple palestinien n'a pas renoncé à son droit à former son Etat sur sa terre, la Palestine.

Et c'est parce que le combat du peuple palestinien nourrit la crise politique de l'Etat sioniste et constitue un puissant facteur de déstabilisation pour tous les régimes de la région, que le risque d'un nouveau conflit est devenu réel.

M. Aklouf,
2 mai 1983.

(1) Le Front populaire de libération nationale - Commandement général (FPLP-CG) d'Ahmed Jibril est financé par Khadafi, allié d'Assad. Son siège est à Damas. Le Front démocratique (FDLP) de Hawatmeh, aligné sur les PC, la Saïka contrôlée par Damas, le Front populaire (FPLP) d'Habbache qui oscille.

PORTUGAL

Majorité PS-PCP

Au Portugal, la bourgeoisie vient de subir une grave défaite aux élections pour renouveler l'Assemblée de la République (Parlement), le 25 avril dernier. Tous les partis bourgeois ont été sévèrement battus. Le PSD (Parti social-démocrate) perd 14 % des voix et cesse d'être le principal parti du Parlement ; le CDS (Centre démocratique et social) subit un véritable effondrement de ses positions, perdant 40 % de ses députés à l'Assemblée de la République ; le PPM (Parti populaire monarchiste) est carrément éliminé du Parlement, perdant ses six députés. On peut voir dans ces résultats une confirmation éclatante, sur le terrain électoral, de la volonté des masses de balayer du pouvoir les partis bourgeois.

Si le coup n'a pas été encore plus dur pour la bourgeoisie, c'est parce que les dirigeants du PS et du PCP ont mené une campagne électorale cherchant à freiner l'expression de la volonté des masses à travers les élections. Les deux directions de ces partis se sont refusées à poser la perspective de chasser la bourgeoisie du pouvoir et de mettre en place un gouvernement des seuls partis représentants de la classe ouvrière. Et le PCP a fait des attaques contre le PS l'axe de sa campagne électorale.

Cette défaite électorale de la bourgeoisie est dans la droite ligne du mouvement amorcé par les masses à partir de la grève générale de février 1982 et, dans ce sens,

elle a une signification extrêmement importante : c'est la confirmation sur le terrain électoral de l'échec de la tentative de liquider la révolution portugaise.

Une nouvelle montée du mouvement des masses

Une nouvelle montée du mouvement des masses remet en marche le processus révolutionnaire suspendu par le coup d'Etat de 1975, et les institutions parlementaires mises en place en conséquence de ce processus ne peuvent aujourd'hui être efficacement utilisées par la bourgeoisie pour stabiliser sa domination.

Dans le même temps, de graves problèmes économiques prennent la bourgeoisie à la gorge. Le déficit de la balance commerciale ne cesse d'augmenter et la

dette extérieure monte déjà à 12 milliards de dollars (1 300 dollars par habitant, soit une des plus élevées du monde proportionnellement).

Pour les capitalistes, il n'y a d'autre politique possible que celle de l'austérité économique, c'est-à-dire l'imposition de nouveaux sacrifices aux masses exploitées. Mais comment appliquer une politique d'austérité sans faire reculer le mouvement des masses ?

Une contradiction majeure

Pour la bourgeoisie, c'est l'impasse. Quelques secteurs se tournent déjà vers le président, le général Eanes, envisageant de faire de lui un « de Gaulle portugais ». Mais la condition préalable pour la réussite d'un projet bonapartiste est une défaite des masses.

La contradiction entre la nécessité pour les capitalistes de faire passer une politique d'austérité et la reprise de la poussée révolutionnaire des masses est un élément majeur de l'actuelle situation politique au Portugal. C'est un facteur qui impulse la crise d'ensemble des institutions de l'Etat. La bourgeoisie est consciente de la force grandissante du mouvement ouvrier, et la direction du PS aussi. D'où toutes les hésitations sur comment trouver un « large accord » entre les prétendus « partenaires sociaux » pour soutenir l'application d'une politique de collaboration de classes par le nouveau gouvernement.

Il est vrai que la collaboration de classes a été réalisée par le PS en tant que chef de gouvernement déjà deux fois (de juillet 1976 à décembre 1977 et de janvier à juillet 1978). Mais, entre 1978 et aujourd'hui, il y a la montée révolutionnaire... Ce qui explique l'initiative du secrétaire général du PS, Mario Soares,

de faire un « référendum » parmi tous les militants du parti pour choisir la coalition à faire.

Dans les meetings de la campagne électorale qui vient de s'achever, quand Mario Soares parlait du problème des alliances du futur gouvernement, la masse l'interrompait fréquemment en criant « Seul le PS ! », manifestant ainsi, sous la pression de la campagne anti-PS des staliniens, son sentiment de rejet d'une coalition avec la bourgeoisie.

Alvaro Cunhal, secrétaire général du PCP, après les élections, envoie une lettre à Mario Soares proposant une « solution démocratique pour la formation du gouvernement ». Quoique le PS et le PCP constituent à eux seuls 54,5 % de l'Assemblée de la République, pour Cunhal, ces deux partis ne doivent être que la « base » pour la formation d'un nouveau gouvernement. Avec une telle perspective, n'importe quelle réponse majoritaire du « référendum » de Mario Soares pourra être utilisée pour justifier la coalition avec la bourgeoisie.

Pour un gouvernement PS-PCP sans représentants de la bourgeoisie

En menant l'agitation pour un gouvernement PS-PCP sans représentants de la bourgeoisie, nos camarades du POUS — qui ont participé aux élections avec leurs propres candidats — ont reçu environ 20 000 voix (0,4 % du total exprimé), dont l'importance doit être mesurée en tenant compte de la concentration des voix des travailleurs sur le PS.

Dans une déclaration publiée immédiatement après les élections, la direction du POUS soulève à nouveau cette question centrale :

« Le POUS, qui, pendant la campagne électorale, a combattu inconditionnellement pour une majorité des partis ouvriers à l'Assemblée de la République et pour l'unité PS-PCP, affirme que la volonté des millions de travailleurs portugais qui veulent réaliser l'unité PS-PCP doit être imposée. »

C'est cette volonté que le POUS a exprimée tout au long de sa campagne électorale.

Non au PSD dans le gouvernement !

Non aux pactes sociaux avec les capitalistes et leurs représentants !

Pour que la majorité PS-PCP s'unisse et prenne tout le pouvoir au nom des intérêts des travailleurs, et qu'elle constitue un gouvernement sans représentants de personnalités ou de partis bourgeois. »

Gilberto Avelino

Résultats officiels

Inscrits : 7 154 496
Votants : 5 626 096 (78,6 %)
Blancs : 41 848 (0,7 %)
Nuls : 106 476 (1,9 %)

PS : 2 044 810 (36,3 %)
PSD : 1 521 070 (27 %)
APU : 1 024 150 (18,2 %)
CDS : 696 763 (12,4 %)
PDC : 36 346 (0,6 %)
PPM : 27 485 (0,5 %)
UDP : 27 250 (0,5 %)
UDP/PSR : 24 907 (0,4 %)
PCT/MRPP : 20 538 (0,4 %)
POUS : 19 369 (0,3 %)
PSR : 13 000 (0,2 %)
LST : 11 023 (0,2 %)
OCMLP : 6 015 (0,1 %)
PDA : 5 044 (0,1 %)

PAYS BASQUE

Herri Batasuna

Pour ce numéro de mai 1983, la tribune libre a été réservée à « Herri Batasuna ». Le document que nous publions dans ces pages a été préparé spécialement pour Tribune Internationale-La Vérité. Herri Batasuna est un regroupement politique qui combat pour l'indépendance de l'Euzkadi (Pays Basque) et qui soutient toutes les formes du combat du peuple basque contre l'oppression dont il est l'objet. Herri Batasuna, qui a présenté des candidats aux dernières élections législatives, a obtenu plus de 200 000 voix au Pays Basque.

La réalité de la situation politique d'Euzkadi

DEPUIS les dernières élections générales (octobre 1982), et en particulier après la formation du gouvernement social-démocrate (décembre 1982), ce qui est appelé « le problème basque » continue à faire les premières pages de l'actualité politique. Et plus concrètement durant les dernières semaines (janvier-février), autour du thème de possibles « discussions » entre les principales forces politiques au Pays Basque.

Ce fait démontre une fois de plus que, conjointement à la crise économique et à ses séquelles, le processus révolutionnaire au Pays Basque est le problème numéro un qui se pose à l'Etat espagnol et auquel tout gouvernement de Madrid doit donner une réponse.

Pour Herri Batasuna, et bien sûr pour l'ensemble de la gauche patriotique, il se déroule en Euzkadi un processus politique de lutte de libération nationale et sociale vers l'indépendance et le socialisme. Processus qui s'affronte aux problèmes majeurs auxquels se heurte le peuple basque, comme la dégradation progressive des conditions de vie de la classe ouvrière et des couches populaires, avec un chômage galopant, des restructurations industrielles, des reconversions d'entreprises, etc.; comme l'encerclement pressant de la culture basque et, en particulier, de l'euskara, langue basque, en régression si les conditions ne changent pas; comme l'appauvrissement et les agressions écologiques contre la terre et le milieu ambiant, dont les manifestations les plus connues sont les plans nucléaires et le monstrueux projet de la centrale nucléaire de Lemoiz; comme la répression continue qui porte en elle l'absence de pleines libertés démocratiques et la violation constante des droits de l'homme, les arrestations, les interdictions, les tortures, les assassinats, les procès en justice, les prisonniers et prisonnières basques, les exilés et les réfugiés; comme la croissante militarisation du territoire basque, tant par l'augmentation des forces de police que par l'intervention des forces de l'armée, y compris l'utilisation de zones par l'armée des USA; comme la division institutionnelle d'Euzkadi-Sud, séparant d'un côté une entité administrative avec trois provinces, et de l'autre côté, une autre entité, la Navarre, la quatrième province, et qui favorise tout type de climat visant à les faire s'affronter entre elles, etc.

Il est évident aussi qu'une partie de cette réalité politique est la lutte quotidienne, sous ses divers aspects: institutionnel, de masse et armée. Durant toutes ces années, les années 1960, 1970 et le début des années 1980, le peuple travailleur basque s'est peu à peu doté d'une série d'instruments adaptés pour développer sa lutte, suivant des conditions et

des circonstances qui ont fait que les diverses formes de lutte sont nécessaires et qu'elles ont en outre un aspect complémentaire.

Tout cela dans un contexte difficile, plein de contradictions, chargé d'obstacles et de difficultés. De notre point de vue, le bilan est hautement positif, peut-être à d'autres points de vue sera-t-il négatif, mais ce qui ne peut en aucun cas être fait, c'est simplifier tout cela, tenter de le réduire à quelques clichés faits à l'avance, ne pas analyser les causes et circonstances qui concourent à ce qu'on appelle le « problème basque ».

Ainsi il y a le fait qu'existe une organisation comme Herri Batasuna, qui représente une option validée par 210 886 voix aux dernières élections, et qui, depuis avril 1979, a gagné des voix, avec deux députés au Parlement espagnol, onze au Parlement basque, neuf au Parlement de Navarre, avec près de 500 maires et conseillers, ayant la capacité de faire appel aux masses, la plus importante du Pays Basque.

Il y a le fait qu'un parti comme l'ANV, jouissant d'une tradition historique durant la République, la guerre civile et le franquisme, soit une composante d'Herri Batasuna. Il y a l'existence d'un bloc dirigeant révolutionnaire qui regroupe cinq organisations intervenant dans les diverses formes de lutte, avec une capacité démontrée à la lutte politique comme le parti HASI, pour le mouvement ouvrier comme la centrale syndicale LAB, pour le mouvement populaire comme ASK, pour le mouvement de jeunes comme JARRAI. Et l'existence d'une organisation armée, l'ETA militaire, avec également sa capacité démontrée à avoir un impact, à agir, à répondre, etc.

L'existence de tout un mouvement auto-organisé, ouvrier et populaire, sur les différentes questions comme les organisations pro-amnistie par rapport à la répression et ses conséquences, les comités anti-nucléaires contre les projets capitalistes nucléaires et la centrale nucléaire de Lemoiz, les comités de chômeurs pour aborder le problème des restructurations et du chômage, des organismes comme l'AEK et l'EHE pour apporter des alternatives effectives à la situation de la culture populaire basque et en particulier de la langue basque, des associations de quartiers pour les divers problèmes des villages et des quartiers, des comités de solidarité internationaliste envers les autres peuples, etc.

Tout cela démontre qu'il y a des problèmes concrets, qu'un grand secteur du peuple basque en a conscience et qu'il s'agit de les régler, qu'il y a des causes et des raisons profondes à leur existence, démontre en définitive qu'il y a tout un mouvement de libération nationale et social puissant, qui présente une série d'alternatives politiques aux problèmes et des façons de faire converger organisationnellement tout ce phénomène.

Nous devons donc signaler que le franquisme tout comme sa continuation, la Réforme, ont échoué par leur incapacité vis-à-vis d'Euzkadi, et, comme nous le disions dans notre rapport de décembre « la nécessité devient réelle que se produise un fait pour lequel la gauche patriotique

basque a toujours lutté durant ces cinq dernières années: qu'on rompe avec le précédent régime dictatorial, que soient réalisés des changements en profondeur qui rendent possible la rupture démocratique ».

Nécessité de la solution politique

Face à la situation exposée, produit de la lutte de tout un peuple pour sa survie et pour sa liberté, avec un haut degré de conscience et de combativité, il est évident qu'il faut une solution politique réelle. Les autres « solutions » ne sont ni valables, ni possibles, et comme nous l'écrivions dans notre rapport précédent, « durant toutes ces années, le « problème basque » a été traité par les divers gouvernements de la Réforme, présidés par Suarez et ensuite par Calvo Sotelo, en suivant une triple voie complémentaire. Une voie pseudo-politique de petits changements et de concessions, manquant de contenu et de réelle efficacité; une voie policière avec une forte répression continue; et une voie militaire avec le déplacement d'effectifs de l'armée espagnole sur le territoire basque, à la frontière, sur la côte. (...) Notre point de vue est que ces trois voies ont échoué, elles n'ont rien résolu et si elles sont parvenues à quelque chose, c'est à une aggravation des problèmes. »

Effectivement, si les gestes pseudo-politiques ou les mesures répressives étaient parvenues à freiner les revendications ouvrières et populaires, aujourd'hui le problème des discussions et celui de la négociation ne se poseraient pas. La Constitution espagnole imposée, pas plus que le statut d'autonomie, ou les près de cinq cents prisonniers politiques basques, détenus et torturés quotidiennement, n'ont aidé la Réforme à s'implanter au Pays Basque.

Le fait que durant janvier et février, le principal sujet politique discuté, sur lequel on a le plus parlé et écrit, soit celui des éventuelles discussions entre le PNV, le PSOE et Herri Batasuna, explique la raison de l'échec que nous affirmons et l'urgence nécessaire de rechercher une authentique voie politique, claire et sérieuse, qui rende possible la rupture démocratique et la normalisation de la vie au Pays Basque.

En revanche, si les pouvoirs de fait en place et le gouvernement espagnol poursuivent dans la voie traditionnelle, la lutte, loin d'être freinée, va continuer, éloignant de plus en plus l'issue négociée.

Il conviendrait de se demander: quelle est l'attitude du nouveau gouvernement social-démocrate à Madrid? Que pense-t-il des voies précédentes? Quelle analyse fait-il de la conjoncture et du « problème basque »? etc. Et, dans la pratique, qu'a-t-il fait en trois mois de gouvernement?

Herri Batasuna a toujours dit, face au gouvernement PSOE, que le problème n'est pas celui du « programme de gouvernement vers le changement », si ce programme est avancé ou non, s'il est applicable ou non. L'authentique problème, et nous revenons au fond de la question, est que dans l'Etat espagnol, la rupture démocratique n'a pas été conquise et que l'essentiel du franquisme vit toujours, à tous les niveaux et dans les appareils mêmes de l'Etat, il suffit de voir l'armée ou la police, pour ne parler que du plus apparent.

Le bilan de gouvernement après ces trois premiers mois, se présente fondamentalement comme un bilan négatif. Même si quelques mesures progressistes ont été réalisées, comme la hausse des pensions ou à propos de l'avortement, le reste des mesures continuistes et réactionnaires ont confirmé le nouveau gouvernement comme un nouveau gérant des intérêts du capitalisme. Par exemple, dans les premiers jours du gouvernement, les trois actes les plus marquants ont été, la dévaluation de la peseta par le ministère de l'Economie, le fait que le président du gouvernement, Gonzalez, soit allé faire un discours devant la division blindée Brunete, sur un ton patriotique et tranquilisant, et d'autre part, le voyage du ministre de l'Intérieur au Pays Basque pour promettre plus de police et l'ouverture de nouvelles casernes. Actes significatifs de la part d'un gouvernement dont le principal souci va être de contenir les pouvoirs de fait en place.

En ce qui concerne concrètement Euzkadi, aussi bien les faits que les paroles ont été et restent préoccupants. Les arrestations continuent et on continue à dénoncer de nouveaux cas de torture et de mauvais traitements; des voyages répétés du ministre de l'Extérieur, du directeur de la Sécurité de l'Etat, du chef supérieur de la police, des responsables de la police à Paris, pour faire pression pour que soient adoptées des mesures sur les réfugiés basques et pour l'augmentation de la collaboration policière, ainsi que l'annonce de voyages dans le même sens en Israël, en République fédérale allemande et aux USA.

Restrictions faites par le ministère de l'Intérieur au projet de loi d'assistance écrite par le ministère de la Justice; déclarations du président du gouvernement Felipe Gonzalez et du vice-président Alfonso Guerra sur un ton menaçant, et visant à imposer leur analyse politique; agissements policiers contre des manifestations durement réprimées; ouvertures de nouvelles casernes de police, comme celle d'Hondarribia pour la garde civile; entrevue entre le ministre de l'Intérieur et l'ambassadeur des Etats-Unis pour traiter du « problème basque » et leur prévisible collaboration face à cela, création d'un nouveau projet-pilote pour le Pays Basque consistant en un accroissement substantiel des forces de police, etc.

Et enfin, le retrait du PSOE des discussions, en fait pas encore commencées, entre le PNV, le PSOE et HB. De tout cela, une conclusion claire se dégage: le gouvernement espagnol et son parti politique, le PSOE, sont en train de choisir clairement l'adoption des mêmes orientations que les précédents gouvernements, c'est-à-dire, la répression envers le peuple basque, et la non-acceptation de la recherche d'une issue politique.

Position d'Herri Batasuna: solution politique sur la base de l'alternative KAS

La position d'Herri Batasuna est claire: en prenant en compte les circonstances, les conditions existantes, les problèmes posés et les revendications les plus pressantes au niveau ouvrier et populaire, offrir un programme qui rende possible cette solution politique. En outre, elle présente l'avantage d'être une position exposée non seulement par

Herri Batasuna, mais sur laquelle se trouvent d'accord l'ensemble de la gauche patriotique révolutionnaire et ses organisations, le bloc KAS en particulier, y compris des secteurs et organisations d'autres options politiques, aussi bien nationalistes, que de gauche.

Les termes de cette proposition sont, en synthèse, les suivants: a) Négociation: entre les pouvoirs de fait en place, le gouvernement de l'Etat espagnol et l'organisation armée l'ETA (militaire) celle-ci ayant déclaré publiquement qu'elle était prête à proclamer un cessez-le-feu sur la base d'une telle négociation.

b) Sur l'alternative KAS: elle est composée de 5 points (amnistie totale, pleines libertés démocratiques, statut national d'autonomie incluant la Navarre et prévision du droit d'autodétermination, retrait échelonné et à délais fixes des forces de polices espagnoles et amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière et des couches populaires), et reprise dans le programme politique d'Herri Batasuna.

c) De nature globale: dans le sens où ce n'est pas une alternative divisible et morcelable, elle doit être prise dans son ensemble.

d) De caractère public: afin qu'elle puisse être suivie directement et en permanence par tout le peuple basque, et pour que soient connues les propositions exposées par chaque partie.

Donc, pour Herri Batasuna, les termes de cette proposition sont clairs, et peuvent être parfaitement mis en pratique, ce ne sont pas des termes maximalistes ou radicaux qui seraient difficilement applicables. On n'y exige pas l'indépendance ou le socialisme, pas plus que des transformations démocratiques révolutionnaires profondes. Qui plus est, c'est une série de points que nous pourrions parfaitement qualifier de démocratiques bourgeois.

Et aujourd'hui, après l'échec de la voie répressive, après l'échec du statut d'autonomie, il n'y a aucune autre alternative proposée par qui que ce soit dans le Pays Basque. La seule alternative proposée et exposée, c'est l'alternative KAS. Donc, Herri Batasuna continuera à défendre cette proposition comme partie essentielle et fondamentale de son programme politique.

Evolution des discussions

Du moment même où se pose la possibilité de commencer des discussions tripartites, entre les principales forces politiques du peuple basque sur la normalisation, Herri Batasuna va considérer toute possibilité comme hautement positive, car leur déroulement pourrait servir comme une progression vers la négociation définitive, cela pourrait servir à débayer les obstacles sur la voie, être un pas important et décisif vers cette négociation. C'est pourquoi Herri Batasuna va montrer, y compris en se forçant, qu'il est ouvertement prêt à ces discussions.

Il faut maintenant s'arrêter pour différencier et nuancer quelques concepts abondamment utilisés dans des milieux politiques et de la presse ces dernières semaines. Face au terme « négociation » Herri Batasuna a tenté d'indiquer que le terme à utiliser devrait être celui de « pour-parlers », car HB ne va pas à la table tripartite pour négocier quoi que ce soit, mais pour parler, débattre en vue de ce qui, comme nous l'avons déjà dit, serait l'authentique et véritable négociation entre les pouvoirs de fait en place et le gouvernement de l'Etat et l'ETA militaire: face au fait qu'on considère les discussions

comme « privées » ou « secrètes », Herri Batasuna, suivant son caractère démocratique et transparent, a proposé qu'elles soient de caractère « public », pour pouvoir être suivies par tous les intéressés, et pour Herri Batasuna, le principal intéressé, c'est le peuple basque lui-même, c'est-à-dire donc décider une série de mesures comme, par exemple, la présence de journalistes, pour leur donner un caractère « public ».

Face à l'intérêt, plusieurs fois démontré par le PSOE, de poser une série de « conditions préalables » qui sont allées croissant jusqu'à l'exigence de la cessation de la lutte armée, Herri Batasuna a proposé qu'il n'y ait pas de « conditions préalables », car celles-ci ne font qu'opposer des difficultés à la constitution effective de la table tripartite, et cela présente l'avantage que lors des discussions, chaque force puisse exposer en toute clarté et sans la réduire, son alternative concrète.

Qui plus est, si chaque force se met à poser « ses conditions » particulières, la table ne se réunira jamais, car Herri Batasuna pourrait aussi exiger qu'en signe de bonne volonté, soient d'abord mis fin aux arrestations et aux tortures, ou bien la mise en liberté de tous les prisonniers et prisonnières politiques basques, ou le non-lieu pour tous les procès en cours, ou plus encore.

Face au terme trompeur et impérialiste de « pacification », Herri Batasuna a préféré parler de « normalisation » du Pays Basque, car il ne s'agit pas ici d'imposer une quelconque « paix romaine » de vainqueurs et vaincus, mais de parvenir à une entente pour que soient mises en place une série de mesures démocratiques qui permettent la coexistence politique entre Basques, de déclarer terminées les structures de la dictature, et qui rende possible que chaque option politique défende librement ses postulats politiques, y compris les options indépendantistes et authentiquement socialistes.

Pour Herri Batasuna, il est fondamental qu'on considère ces termes de la façon la plus nuancée possible, afin de ne pas conduire à des tromperies ou des dévoiements.

L'évolution des événements

Au départ, début janvier 1983, Carlos Garaikoetxea, membre important du PNV et président du gouvernement basque, sugPSOE et HB s'assoient à une table pour dialoguer sur « le thème de la violence » en Euskadi. Le 12 janvier, HB fait part de ses réserves face à cette offre qui ne semble ni claire, ni concrète, bien qu'elle la considère comme « positive » dans le sens où elle est une reconnaissance du rôle joué par HB, qui répète sa « volonté de chercher des solutions à la situation en Euskadi ».

Le 16 janvier, un grand pas en avant est fait dans la préparation des discussions, quand a lieu une rencontre entre le PNV (Carlos Garaikoetxea) et HB (Iñaki Etxebarria), où sont échangées les différentes positions à ce sujet, et où est répétée la nécessité de la normalisation du Pays Basque.

Le jour suivant, c'est la rencontre entre le PNV (Garaikoetxea) et le PSOE (Txiki Benegas et Garcia Damborenea), ces derniers faisant preuve d'ouverture où il est confirmé que d'autres tentatives avortées comme ce qui est appelé le « Front pour la paix », se trouvent rejetées dans « un temps déjà révolu » ou qui se présentent sans conditions préalables pour « rendre possible le dialogue », position qui allait ensuite varier jusqu'à des termes intransigeants et contradictoires.

Alors que tant la direction nationale d'Herri Batasuna que l'Euskadi Buru Batzar (direction suprême) du PNV conservent leur analyse positive en ce qui concerne l'ouverture de discussions tripartites, le PSOE va montrer, par des déclarations de ses plus hauts dirigeants, sa disposition contraire à ce type de solutions politiques. Ainsi, le 20 janvier, Alfonso Guerra (vice-président du

gouvernement espagnol) va déclarer « qu'on ne peut pas négocier des questions qui ne sont pas négociables. Demander l'indépendance n'a pas de sens. Demander l'amnistie n'est pas possible. Le départ des FAS et des FOP du Pays Basque n'est pas négociable ».

Le 21, Felipe Gonzalez (président du gouvernement espagnol) va le seconder : « Je suis prêt à ne rien négocier qui remette en cause l'unité de l'Espagne, et ce n'est pas une menace mais un appel au réalisme. L'unité de l'Espagne n'est pas en question, et tout débat doit se situer dans les limites constitutionnelles. » Ceci allait amener à des titres de presse du style : « Les négociations pour la paix dans le Pays Basque, entre l'espoir et le scepticisme. »

Le 27 janvier, le principal dirigeant du PNV, Xavier Arzallus, allait déclarer que « c'est le moment opportun et la seule voie pour une issue digne », en même temps que Garcia Damborenea, du PSOE soulignait que « si quelqu'un pense qu'à cette table l'ETA et le gouvernement de la nation vont négocier, il se trompe complètement ».

Le 1^{er} février, Herri Batasuna allait tenir une importante conférence de presse où il allait réaffirmer son estimation positive des possibles discussions, et où il allait réitérer sa proposition politique, sur la base de l'alternative KAS, et insister sur la nécessaire transparence de l'information.

Le 2 février, et face à la poursuite de la lutte armée, le PSOE décide de renoncer à participer à la table tripartite, signalant qu'il « n'y a pas de volonté pacificatrice ». Et le 3, le PSOE propose de ressusciter le prétendu « Front pour la paix » d'il y a deux ans, et d'« isoler Herri Batasuna ».

Le 8 février, Garaikoetxea du PNV allait exposer de nouvelles conditions pour les négociations, et concrètement il demande « la médiation d'Herri Batasuna auprès des organisations armées ». Le PSOE allait conserver son attitude, exigeant une « déclaration formelle et publique sur la cessation de tout type de violence ».

Le 9 février, Jon Idigoras d'Herri Batasuna, allait déclarer face à cette situation que « ce qui se passe, c'est qu'il est certain que le PNV et nous-mêmes, bien que nous ayons de graves divergences de propositions, nous avons clairement conscience du fait que les problèmes du peuple basque ne peuvent être réglés par la voie répressive ».

Le 14 février, le PSOE refuse une table où serait présente Herri Batasuna, se retire définitivement des discussions et propose de lancer une convocation à « tous les partis démocratiques basques qui refusent la violence ». Ceci allait signifier pour Herri Batasuna que « le PSOE n'a eu aucunement la volonté de mener jusqu'au bout les discussions », tandis que, Eduardo Sotillos, porte-parole du gouvernement espagnol de Gonzalez, allait assurer que « le gouvernement de la nation est étranger à l'échec de la table pour la paix ».

On entre donc dans une phase d'attente où le PNV déclare que les discussions doivent avoir lieu, mais qu'il serait bon qu'elles se tiennent après les élections municipales du mois de mai.

Herri Batasuna participe à la mobilisation populaire, une manifestation se tenant le 6 mars à Bilbao, sur le thème « Pour la souveraineté nationale et pour la normalisation démocratique d'Euskadi », qui réunit, selon les différentes sources, entre 12 000 et 50 000 personnes.

Même si la table de discussions tripartites PNV-PSOE-HB n'a pas pu se matérialiser, même si elle ne s'est même pas réunie une seule fois, tout ce qui s'est passé autour des discussions préalables a eu un aspect positif, qui est la clarification du panorama politique d'Euskadi.

Parmi les enseignements tirés de l'analyse faite par Herri Batasuna, nous pouvons souligner six aspects : la reconnaissance de l'échec institutionnel ; l'échec, là aussi, des précédentes tentatives dites « pacificatrices » ; la reconnaissance de ce que représente Herri Batasuna ; la clarification des attitudes du PNV et du

PSOE ; la mise en évidence de la ferme position de la gauche patriotique révolutionnaire sur la normalisation d'Euskadi et la confirmation du fait que la seule possibilité de solution politique réelle est la négociation.

1. Reconnaissance de l'échec institutionnel : avec le début de la réforme politique et son développement autour de la Constitution espagnole et du statut d'autonomie pour le Pays Basque, on tente de valoriser l'idée suivant laquelle le débat politique doit être mené exclusivement par les forces politiques « représentatives », dans le sens du regroupement des forces qui vont considérer comme bonne et accepter la Réforme, et, en conséquence, tout débat politique devrait avoir lieu, lui aussi, de façon exclusive, dans les diverses instances de discussions institutionnelles, à savoir le Parlement espagnol, le Parlement basque et Parlement Forral de Navarre.

Tout cela va se heurter de plein fouet à ce que nous pourrions appeler le jeu des « faux espoirs », avec la possibilité d'un nouveau tissu juridico-légal, avec l'idée suivant laquelle le Parlement basque allait avoir la capacité de répondre aux problèmes les plus graves et les plus urgents, et que le gouvernement basque allait gérer avec efficacité tout ce qui se présenterait à lui, en utilisant l'instrument du statut d'autonomie qui, d'après ce que l'on disait, allait être la panacée par excellence.

Après plusieurs années de processus, nous pouvons affirmer combien cela a été loin de la réalité, et que ce jeu des faux espoirs s'est trouvé suffisamment mis en pièces. Ainsi le statut d'autonomie manque de compétences réelles et précises, il a institutionnalisé la séparation de la Navarre et, plus qu'un outil d'« autonomie », c'est dans la pratique un outil de gestion purement administratif.

Le Parlement basque s'est réduit à une chambre décorative, éloignée de la réalité et des problèmes quotidiens, une instance qui doit théoriquement légiférer, mais qui ne légifère pas parce qu'elle n'a pas de pouvoir réel pour cela. De même le gouvernement basque, un gouvernement qui ne gouverne pas, se limite à quelques tâches administratives sans conséquences dont l'a doté le statut.

La conclusion en est claire : face à l'échec institutionnel, il faut chercher d'autres voies qui intègrent dans le débat politique des forces comme Herri Batasuna, et la proposition de Carlos Garaikoetxea, président du gouvernement basque et membre du PNV, proposant la table tripartite, allait dans ce sens. Une table tripartite PNV-PSOE-HB est proposée, complètement en marge du Parlement espagnol, du Parlement basque et des autres institutions de la Réforme. Une table où soient débattues les différentes propositions et alternatives, omettant les dispositions du statut et ce qui est décidé dans le Parlement basque dont les dispositions ne sont que papperasses.

En même temps que l'échec institutionnel, c'est la confirmation avec cette proposition de la table tripartite, de l'évidente nécessité, dans un cadre autre que le cadre formel-institutionnel, mais dans le cadre réel qui prenne en compte la réalité de la situation politique.

2.- Echec des tentatives dites « pacificatrices » : parallèlement au jeu institutionnel, toute une série d'initiatives placées sous le signe « pacificateur » vont être prises, visant à en finir avec ce qu'ils appelaient le « problème terroriste ». Nous avons déjà donné notre avis suivant lequel le terme n'est en rien celui de « pacifier », mais de parvenir à la « normalisation » du Pays Basque, en s'orientant sur l'approbation de mesures politiques réelles.

Ces tentatives, qui ne vont avoir aucune incidence et qui échoueront elles aussi, vont être menées de façon erronée, car elles ne vont pas analyser les causes et les facteurs profonds de la situation, ni d'un point de vue historique, économique, culturel, social, ou politique. Elles auront trois objectifs principaux qui sont tous très clairs : isoler la lutte de libération nationale et sociale ainsi que l'ensemble des organisations de la gauche patriotique révolutionnaire ; isoler et tenter de mettre fin à la lutte armée ; et pour poursuivre les objectifs pré-

cedents, fournir une couverture politique à la poursuite et à l'augmentation de la répression.

Les deux tentatives les plus marquées vont être : en 1978, à l'époque du conseil général basque, alors qu'il n'y avait pas encore de statut d'autonomie ni de gouvernement basque, le lancement de ce qui est appelé « Les dix points pour la paix », et, à la fin de 1980, la formation dudit « Front pour la paix ».

Ce dernier naît avec des objectifs de justification, à un moment où est aussi approuvée la loi antiterroriste, en tentant de parvenir à la « mobilisation citoyenne pour la paix et contre le terrorisme », avec l'appui des partis réformistes. Il sera de fait mort-né et se décomposera en peu de temps.

3.- Reconnaissance du rôle et de ce que représente Herri Batasuna : le fait de convoquer Herri Batasuna à la table tripartite est pour nous une haute démonstration de réalisme, et surtout la reconnaissance du rôle décisif que joue Herri Batasuna dans le panorama politique basque.

Herri Batasuna n'est pas seulement la somme de deux partis politiques Hasi et ANV, entourés de nombreux indépendants. Herri Batasuna, c'est quelque chose de plus que cela. Après sa naissance comme coalition électorale pour la lutte institutionnelle, son évolution postérieure a amené à ce qu'actuellement Herri Batasuna soit tout un projet, déjà assez avancé, d'Unité populaire, pour la lutte des masses et institutionnelle.

Une organisation composée de milliers de militants regroupés dans les juntas de soutien des quartiers et villages, et qui interviennent dans divers secteurs de la lutte et dans les organisations ouvrières et populaires. Avec une importante capacité de convocation et de mobilisation, démontrée le 1^{er} mai, le jour de l'Aberri-Eguna (jour de la patrie basque), dans les manifestations pour l'amnistie ou la liberté d'expression, dans les meetings, rassemblements, etc.

Le fait de convoquer donc Herri Batasuna représente la reconnaissance d'un large secteur du peuple basque qui a rejeté et rejette les manœuvres de la réforme et qui a choisi au contraire la conquête de la rupture démocratique et avec elle, la normalisation du Pays Basque. Un secteur prêt, étant donné son degré de conscience, son degré d'organisation et de mobilisation, à poursuivre sur les objectifs marqués par la lutte de libération nationale et sociale.

4.- Clarification des attitudes du PNV et du PSOE : durant ces semaines, les différentes attitudes du PNV et du PSOE se sont clarifiées plus encore par rapport à la normalisation. Les divergences idéologiques sont évidentes entre HB et le PNV d'une part, et le PSOE de l'autre. Malgré cela, nous devons souligner, qu'au moins en principe, l'attitude du PNV sur les discussions a été très prudente et ouverte et que celle du PSOE s'est caractérisée comme plus fermée et réticente.

Le PSOE, parti social-démocrate, après son abandon des positions de rupture (avec l'héritage franquiste), a repris une politique totalement identifiée avec le processus de la Réforme. Il se trouve aujourd'hui au gouvernement, pieds et poings liés, face aux pouvoirs de fait en place. Et comme nous l'avons déjà dit, face au « problème basque », il prend une orientation tout à fait semblable aux précédents gouvernements de droite.

Il adopte des mesures pseudo-politiques et des mesures qui s'identifient à la voie répressive, d'une façon plus ou moins camouflée. Son repli l'amène à se limiter à ce qui est contenu dans la Constitution espagnole et le statut d'autonomie, et à faire, comme le disait un communiqué d'Herri Batasuna, « une lecture impérialiste du problème basque ».

En accord avec tout cela, on a vu qu'il n'était pas disposé à dialoguer sur la normalisation, en se cantonnant et en se justifiant sur l'existence de la lutte armée, exigeant pour s'asseoir à la table, la cessation de la « violence », demandant aux autres parties impliquées des gestes de bonne volonté, sans pour sa part apporter quoi que ce soit. En outre, pour Herri Batasuna, il est logique que le cessez-

le-feu soit la conséquence et non la cause de la matérialisation des discussions et des négociations ultérieures. Il faut s'attendre, au moins à court et moyen termes, à ce que le PSOE persiste dans son attitude et à ce que plus tard, quand aurait échoué de nouveau les mesures de son gouvernement, il se voit obligé de reposer le problème.

En ce qui concerne le PNV, pur représentant de la droite et de la bourgeoisie basque, il s'est trouvé face à des difficultés croissantes qui l'ont amené à formuler la proposition de la table multipartite. Il a considéré, et c'est du moins ainsi qu'il en a fait part à l'époque, que le statut d'autonomie et son développement allaient être la panacée au problème du Pays Basque.

Le PNV est convaincu de ce que par les manœuvres visant à l'isolement et les initiatives « pacificatrices » n'avancent à rien, mais dégradent seulement la situation. De là, le fait qu'on ait vu dans le PNV, nous le répétons, de manière au moins formelle et extérieure, une attitude plus prête au dialogue et ouverte que celle du PSOE, sans tenter d'imposer des conditions préalables, impossibles à accomplir. Herri Batasuna, malgré de profondes divergences, reconnaît que le rôle joué par le PNV a été certainement plus positif que celui du PSOE.

5. Mise en évidence de la ferme position de la gauche patriotique révolutionnaire sur la normalisation d'Euskadi.

Nous devons, dans ce sens, préciser que ce secteur du peuple basque n'abandonnera jamais ses objectifs stratégiques d'indépendance, de socialisme, de réunification et de « ré-euskaldunisation » (récupération de la langue basque). Mais qui est clairement prêt aujourd'hui à ce que se normalise la vie au Pays Basque et à ce que soient donnés des droits démocratiques minimum exigibles contenus dans l'alternative KAS ?

Cette disposition n'est pas seulement propre à Herri Batasuna ; d'autres organisations basques, et plus concrètement l'organisation armée ETA militaire, ont fait connaître la même orientation. ETA militaire a avancé une offre de cessez-le-feu, si la négociation a lieu sur la base de l'alternative KAS.

Cette position de défense de la normalisation est une ferme position d'Herri Batasuna, car nous sommes convaincus que la table tripartite, avec ses discussions, pourrait avoir ouvert la voie à la négociation. Si celle-ci n'a pas lieu, si le pouvoir central s'entête à les sous-estimer, nous devons répéter les mots par lesquels nous avons terminé notre précédent rapport : « L'attitude d'Herri Batasuna et de l'ensemble de la gauche patriotique est très claire, d'une grande fermeté politique : poursuivre la lutte de libération nationale ; conserver le programme alternatif basé sur les revendications les plus urgentes de la classe ouvrière et des couches populaires ; continuer à progresser dans les formes de lutte en rendant plus puissantes et plus étendues ; s'efforcer de regrouper et d'accumuler des forces, dans une dynamique d'organisation des secteurs les plus conscients de la classe ouvrière et du peuple ; rejeter et dénoncer tout type de manœuvre qui perpétue la situation ; et enfin poursuivre en vue de la conquête de l'indépendance, du socialisme, de la réunification et de la « ré-euskaldunisation » en tant que lutte liée au processus révolutionnaire mondial. »

Pour finir, en répétant des paroles du patriote disparu Telesforo de Monzon, qui avait affirmé : « Aujourd'hui, la paix est possible, une paix juste, demain... je ne sais pas, les revendications des peuples montent comme l'écume, aujourd'hui nous exigeons les points de l'alternative KAS et l'autodétermination, demain peut-être l'indépendance, et il sera déjà trop tard... »

Herri Batasuna, Comité des relations extérieures.

Jon Idigoras Gerrikabeitia, député au Parlement basque et membre de la Direction nationale de Herri Batasuna.

(1) Les intertitres sont de la rédaction de Tribune internationale - La Vérité.

ETAT ESPAGNOL

Résolution politique du IV^e Congrès du POSI

Nous reproduisons de larges extraits de la résolution politique adoptée par le IV^e Congrès du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI), section de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » dans l'Etat espagnol.

Ces extraits ont été publiés dans le journal de nos camarades, *Combate Socialista* n° 75.

L'hebdomadaire du POSI a accordé une place très importante aux grèves en cours et au combat des peuples opprimés par la monarchie franquiste, sur la ligne de la rupture avec la monarchie. Plusieurs listes ouvrières et populaires, à l'initiative des trotskystes, sont présentées pour les élections municipales du 8 mai.

LA crise de domination politique de la bourgeoisie espagnole connaît un nouveau moment dans la lente et longue agonie du régime avec lequel elle s'est confondue durant des décennies, avec la défaite de toutes les formations franquistes et bourgeoises aux élections anticipées du 28 octobre. Le Comité exécutif du POSI publie une déclaration d'urgence qui commence en disant : « Aujourd'hui, 28 octobre, le peuple travailleur, tous les peuples opprimés ont écrit une page d'histoire. Pour que rien ne soit comme hier, ils ont chassé les franquistes honteux du gouvernement. »

Combate Socialista n° 58, en première page, demande : « Qui peut gouverner ? » 60 % ont dit « alliance des travailleurs et des peuples. Les Cortes doivent proclamer leur souveraineté. » Avant l'investiture de Felipe Gonzalez comme candidat de la couronne, le POSI a appelé toutes les organisations qui se réclament de la démocratie, du respect de la volonté démocratique de l'immense majorité du 28 octobre, à exiger que tous les pouvoirs législatifs et exécutifs soient aux mains des représentants du peuple, à travers des Cortes authentiquement souveraines.

Felipe Gonzalez a formé un gouvernement de type front populaire contre l'avance vers la crise révolutionnaire, pour défendre la monarchie franquiste et l'ensemble de ses institutions, c'est-à-dire l'Etat bourgeois tel qu'il est, en tentant de contenir et de freiner le mouvement des masses. Le gouvernement du PSOE apparaît comme représentant des masses, en prétendant parler en

leur nom.

En se soumettant à la couronne et au capital financier, le plan politique du gouvernement passe par la répression des droits et libertés démocratiques les plus élémentaires, en maintenant et en renforçant les dispositifs de l'oppression nationale et de l'exploitation des masses.

Les institutions antidémocratiques du franquisme et de la bourgeoisie se retranchent derrière le gouvernement et ses mesures pour attaquer les masses. Dans la situation actuelle et en fonction des rapports de forces existants, la bourgeoisie n'a pas d'autre gouvernement à opposer aux travailleurs et aux peuples opprimés que le gouvernement de front populaire de Felipe Gonzalez.

Rafael Termes, président de l'AEB (1), dans des déclarations récentes, explique l'attitude de la bourgeoisie : « Il faut collaborer pour que le gouvernement socialiste actuel n'échoue pas, car s'il échouait, un autre secteur socialiste arriverait qui ne connaît rien de l'économie. » Derrière l'euphémisme « un autre secteur socialiste », le chef des banquiers désigne le mouvement ouvrier des masses qui n'accepte pas le chômage et la misère « qui ne connaît rien de l'économie ».

Ce gouvernement soumis aux institutions franquistes et à leurs lois antidémocratiques voit chaque fois sa marge de manœuvre politique plus réduite pour n'avoir pas réussi à faire reculer la mobilisation des masses. Tout au contraire, l'aspiration du peuple basque à l'indépendance s'est trouvée en première

ligne de la situation politique comme un appel à tous les travailleurs, à tous les peuples, à la lutte unie contre l'ennemi commun. Les mesures de continuité du gouvernement ont échoué face à la résistance organisée pour l'amnistie, l'Euskera, contre les nouveaux commissariats au Pays Basque.

Les aspirations des masses (sont) incompatibles avec le franquisme

Les luttes de Sagunto, Trebujena et Gijón ont mis en relief l'échec de la politique de démobilitation du PSOE et de l'appareil du PCE, qui, en soutien à la politique du gouvernement de front populaire « depuis la gauche », intervient pour disloquer le mouvement des masses avec des « journées de grève » et des « grèves tournantes » pour dresser des obstacles au mouvement vers la grève générale.

Les aspirations des masses aux libertés, aux droits nationaux et démocratiques, à la défense de l'emploi, à la défense du pouvoir d'achat, se sont notablement renforcées. Des organes de type comités de grève, coordination de grève, comme aux Asturies et à Sagunto, représentent le point le plus avancé de l'auto-organisation des masses.

L'expérience que font les travailleurs et les peuples n'est rien d'autre que ce qui est lié à la lutte pour le front unique : il n'est pas possible de défendre les droits et revendications les plus élémentaires sans procéder au démantèlement des institutions franquistes au pouvoir. Le mot d'ordre « d'indépendance » lancé dans les manifestations au Pays Basque est l'expression la plus avancée de ce mouvement politique inégal et combiné des masses qui aspirent à balayer le vieux monde franquiste, en cherchant une issue politique commune.

Le POSI affirme sa volonté de brandir le drapeau de la démocratie contre tout diktat, toute soumission des dirigeants du PSOE et du PCE à la monarchie. Pour la démocratie et le respect de la volonté populaire, le POSI concentre son combat pour que tous les pouvoirs, exécutifs et législatifs, passent aux mains des représentants du peuple, ce qui sup-

pose la proclamation des Cortes souveraines et de la République.

Cortes souveraines qui doivent de même proclamer l'autodétermination des nationalités, et le droit à l'indépendance de l'Euskadi.

Plan d'urgence : la forme que prend le combat pour l'alliance des travailleurs et des peuples contre la monarchie

La Constitution de 1978, imposée par la collaboration indispensable des dirigeants du PSOE et du PCE avec l'UCD et l'AP, (2) consacre la nature antidémocratique de l'Etat de la monarchie héritière de Franco. En négatif, la politique du gouvernement de Felipe Gonzalez démontre qu'il ne peut y avoir de démocratie politique dans le cadre de la Constitution.

Mettre sur un pied d'égalité les peuples qui composent l'Etat espagnol, leur donner la pleine souveraineté, c'est la condition de la lutte pour l'Union des Républiques.

Contre les plans de chômage, de misère, d'oppression et de répression des Cortes, qui se soumettent à la monarchie, et du gouvernement qui défend les intérêts des maîtres de toujours, le POSI met en avant la proposition d'un « Plan d'urgence », joint à des mesures politiques immédiates qui doivent être approuvées par les représentants du peuple aux Cortes.

Plan d'urgence

- 1 - Pleins droits et libertés démocratiques.
- 2 - Reconnaissance de la souveraineté du peuple basque, y compris son droit à l'indépendance.
- 3 - Amnistie pour les prisonniers nationalistes et antifascistes.
- 4 - Augmentation générale des salaires et des pensions.
- 5 - Allocation indéfinie pour les chômeurs. Défense de tous les emplois.
- 6 - Terre gratuite pour les journaliers. Expropriation sans indemnisation des secteurs en crise.
- 7 - Défense du droit des peuples catalan, galicien, valencien et des Canaries à l'autodétermination.
- 8 - Séparation de l'Eglise et de l'Etat. Enseignement public et laïque.
- 9 - Sortie de l'OTAN, annulation du programme FACA (3). Démantèlement des bases yankees.
- 10 - Autonomie et démocratie municipales.

Campagne politique et d'organisation : 10 000 prises de position pour l'accord ouvrier

Que les Cortes à majorité PSOE-PCE décident en faveur des nécessités les plus vitales du peuple travailleur ! Voilà l'exigence qui cadre la campagne « accord ouvrier », qui s'appuie sur la victoire ouvrière et des masses du 28 octobre pour réaliser les plans à partir desquels les masses ont donné une majorité PSOE-PCE aux Cortes de la monarchie.

L'organisation des signataires et des groupes politiques de travailleurs qui mènent une agitation politique dans leur secteur, envoient des délégations de front unique et préparent la délégation nationale aux Cortes avant le 1^{er} mai, c'est la façon dont nous combattons pour aider les travailleurs à dépasser de

façon positive la contradiction politique existante entre la majorité ouvrière aux Cortes et le maintien de la monarchie.

« Que ceux qui ont été élus par le peuple pour les représenter gouvernent en sa faveur » est une formule qui inclut non seulement la campagne « Accord ouvrier », mais toutes et chacune des revendications et exigences que les masses mettent au premier plan, en impulsant des délégations et des manifestations de front unique, comme celles de Sagunto, de Metacal et Ignacio Sorial.

Défense des aspirations démocratiques et nationalistes aux élections d'autonomie et municipales

Forger l'alliance des travailleurs et des peuples opprimés pour rompre la soumission à la monarchie des dirigeants du PSOE et du PCE, voilà la raison fondamentale de notre présentation aux élections d'autonomie et municipales.

Le POSI n'appellera à voter que pour les candidats qui défendent les revendications du « Plan d'urgence » et de l'« Accord ouvrier », en particulier il appellera au vote HB, PSG et CUT (4) qui défendent la souveraineté nationale et la terre.

Assurer la centralisation politique du parti pour 1 000 militants du POSI

Les efforts d'élaboration d'une ligne politique, d'une tactique et de mots d'ordre adaptés doit se poursuivre afin de nourrir les processus politiques en cours, dont le principe et l'objectif ultime ne sont rien d'autre que le renforcement du parti, le recrutement planifié et la centralisation de la direction.

Combate Socialista hebdomadaire, avec une vente de trois mille exemplaires, le fonctionnement régulier de la commission ouvrière centrale et dans chaque secteur, de toutes et chacune des unités du parti centralisées par le CC élu au IV^e Congrès, la formation systématique de cadres et de militants, telles sont les conditions qui permettront de renforcer notre parti et d'ouvrir ses rangs à des centaines de militants ouvriers et de jeunes dans la prochaine période qui passe par les élections du 8 mai.

(1) AEB : Association espagnole de la banque, c'est-à-dire le patronat des banques.

(2) PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol.

PCE : Parti communiste d'Espagne.

AP : Alliance populaire (parti franquiste de Manuel Fraga).

UCD : Union du centre démocratique (parti franquiste qui a symbolisé la « Réforme », aujourd'hui disparu. Ses dirigeants étaient Adolfo Suarez et Leopoldo Calvo Sotelo).

(3) Programme FACA : futur avion de chasse. Le programme FACA consiste en l'achat de 86 avions ultra-modernes (F16, Tornados ou Mirage 2 000) soit aux Etats-Unis, soit aux pays du Marché commun, ce qui représente un coût de 300 000 millions de pesetas, soit 3 000 millions de dollars.

(4) HB : Herri Batasuna, coalition indépendantiste basque.

PSG : Parti socialiste galicien, indépendantistes galiciens.

CUT : Candidatures unitaires de travailleurs, coalition de travailleurs agricoles andalous, avec un programme de réforme agraire.

TRIBUNA INTERNACIONAL

El gobierno Felipe Gonzalez presta juramento ante el rey

Las implicaciones a nivel mundial

"La guerra continúa"

Nacionalización de la banca. En beneficio

internationale tribüne

MITTELAMERIKA

POLEN

Prozesse gegen den Staat

Frankreich

TRIBUNA INTERNACIONAL

EDITORIAL

O significado das eleições na Alemanha

MÉMO

Do "milagre" ao desastre

CANADA

Trudeau e Levesque contra os trabalhadores

INTERNATIONAL TRIBUNE supplement

PUBLISHED BY THE SOCIALIST LABOR GROUP JANUARY 1983 10 PAGES

The SWP (USA), A Party being led to destruction

TRIBUNE INTERNATIONALE

Tribune internationale - La Vérité paraît chaque mois en espagnol, en portugais, en français, et, dans une version abrégée, en anglais et en allemand.

LUCHAMOS PARA VENCER

L'agression impérialiste contre le Nicaragua vise à renverser le gouvernement du FSLN et à écraser la révolution

Argentine: « Au mur, les militaires qui ont vendu la nation ! »

Moyen-Orient : Le Conseil national de l'OLP

Sénégal : Assemblée nationale souveraine !

Portugal : L'enjeu des prochaines élections

Le bonapartisme

La révolution de 1848 a constitué un tournant dans l'histoire de l'Europe et du monde. A travers elle, le prolétariat a fait irruption sur la scène politique et a posé, pour la première fois, le problème stratégique de sa propre révolution et de sa propre prise du pouvoir.

La contre-révolution qui s'est développée à partir de la répression sanglante du prolétariat parisien en juin 1848 a assuré, dans le reste de l'Europe, le sauvetage temporaire des régimes monarcho-féodaux, grâce à l'appui des forces militaires de l'Empire russe.

Contraints de s'exiler en Angleterre, Etat bourgeois comportant un minimum de libertés démocratiques, Marx et Engels continuent, après 1850, à lutter dans des conditions nouvelles pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire international, ce qui devait les conduire à participer, en 1864, à la fondation de l'Association internationale des travailleurs.

EN Europe centrale, la révolution de 1848 n'a pas permis à la bourgeoisie de détruire la domination de classe de la noblesse et d'en finir avec les Etats monarcho-féodaux. En Grande-Bretagne, la défaite du mouvement chartiste, par suite de la trahison de ses leaders réformistes, a laissé la bourgeoisie maîtresse de la société.

Le cas de la France, lui, est différent. Après la destruction de la monarchie de Louis-Philippe, le cours de la révolution a mis aux prises la bourgeoisie, politiquement affaiblie par cette destruction, et le prolétariat avançant les revendications et les aspirations de la République sociale. Un tel développement de la lutte des classes a déterminé une forme spécifique du rétablissement de l'ordre bourgeois, à savoir l'élection à la présidence de la République (10 décembre 1848) de l'aventurier Louis Bonaparte et son coup d'Etat (2 décembre 1851) qui lui donne pour vingt ans les moyens d'une dictature, prenant en 1852 le titre de Second Empire.

La construction du parti révolutionnaire exigeait une analyse du « phénomène bonapartiste », que Marx accomplit, en 1852, dans la publication, sous forme d'articles pour la revue américaine de Weydemeyer, de l'ouvrage intitulé *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*.

La nature du bonapartisme

Les républicains bourgeois de 1851 semblent avoir été surpris par le coup d'Etat de Louis Bonaparte, comme s'il s'était agi, selon l'expression de Victor Hugo, d'un « coup de tonnerre dans un ciel serein ». Dans *Histoire d'un crime*, le poète-politicien présente l'événement comme un forfait accompli par un aventurier avec la complicité du corps des officiers de l'armée d'Afrique, de cette armée qui avait, dans les années passées, écrasé les populations de l'Algérie conquise.

Recourant à l'analyse des rapports entre les classes sociales et du développement de la lutte des classes, Marx montre que le coup d'Etat du 2 décembre 1851 était l'aboutissement nécessaire d'une logique historique déjà dévoilée par l'écrasement des insurgés ouvriers de juin 1848. Mieux, il établit que les causes génératrices du coup d'Etat de Napoléon Bonaparte (18 Brumaire de l'an VIII - 9 novembre 1799) se sont retrouvées, jusqu'à un certain point, dans la conjoncture sociale et politique de 1851 dont devait profiter Louis, le présumé neveu du précédent.

En somme, lorsque la bourgeoisie se trouve politiquement menacée

par une crise majeure, elle abandonne à un homme et, à travers lui, à un appareil militaire et administratif, le pouvoir politique pour sauvegarder son pouvoir économique de classe dominante. C'est cela l'essence du bonapartisme. Menacée en 1799 par la poussée égalitariste et communiste des travailleurs manuels et par la volonté de restauration des royalistes, la bourgeoisie du Directoire dont le porte-parole Sieyès disait « Je cherche un sabre », passe la main au général Bonaparte.



Le coup d'Etat de Bonaparte au Conseil des cinq cents, le 17 novembre 1799.

Menacée en 1851 par le mouvement ouvrier dont les journées de juin 1848 lui avaient montré la dangereuse puissance, et par les partisans d'un retour au régime des Bourbons, la bourgeoisie française se livre à Louis Bonaparte, héritier du mythe napoléonien et détenteur de la confiance de la paysannerie nantie.

Expédient anti-démocratique destiné à sauver les intérêts d'une bourgeoisie en crise, l'Etat bonapartiste cherche à arrêter la marche de la lutte des classes et, pour ce faire, à intégrer à son appareil les organisations de la classe ouvrière. Il développe donc une démagogie populiste dont un Proudhon se fait complice et que Marx ne cesse de dénoncer et de combattre.

De la Ligue des communistes à la Première Internationale

Persécutée par la police prussienne, la Ligue des communistes est affaiblie et divisée sous les coups

de la contre-révolution. Aussi, Marx et Engels, après avoir défendu avec acharnement leurs camarades traduits en justice à Cologne, décident-ils, à la fin de 1852, de prononcer la dissolution de la Ligue, dans le dessein de construire une organisation révolutionnaire plus vaste et plus puissante, qui sera la *Première Internationale*.

Entre 1852 et 1864, Marx traverse la période la plus dure de sa vie, marquée par une situation proche de la misère, par la maladie et les deuils. Il ne cesse pas pour autant d'agir, en nouant patiemment des contacts avec les militants d'Angleterre, d'Europe continentale et d'Amérique. Mais, par la force des choses, l'activité intellectuelle revêt une plus grande importance, durant cette période, que l'activité politique pratique. Il s'agit certes de l'élaboration du *Capital* dont nous traiterons dans un prochain numéro de *Tribune internationale*. Il s'agit aussi de la rédaction de multiples articles et lettres dont les analyses convergent toutes vers un but unique : définir et préparer les conditions d'un parti ouvrier indépendant de toute influence extérieure aux intérêts de classe du prolétariat. Au centre de ce combat se situent les problèmes posés par la politique intérieure et la politique extérieure du régime de Napoléon III.

La guerre de Crimée

L'Empire russe, dont Marx et Engels avaient dénoncé le rôle de gendarme au service de toute la réaction européenne, tente d'user de sa position de force dans le processus de la contre-révolution pour étendre sa domination dans les Balkans et s'emparer de Constantinople, capitale d'un Empire ottoman en pleine décadence. Mais l'Angleterre de Victoria et la France de Napoléon III, dont les intérêts capitalistes au Proche-Orient sont déjà considérables, n'entendent pas abandonner cette région au tsar Nicolas I^{er}. Ce sera donc la guerre de Crimée, opposant de 1853 à 1856 l'Angleterre, la France et la Turquie, à la Russie qui sera finalement vaincue.

Les positions prises par Marx et Engels dans cette affaire sont remarquables. En effet, ils se prononcent contre l'annexionisme russe, sans pour autant oublier le

caractère archaïque et oppressif de la Turquie et sans pour autant se ranger aux côtés des gouvernements et des classes dirigeantes de France et d'Angleterre auxquels ils dénie tout rôle libérateur.

Contrairement à la plupart des patriotes révolutionnaires (grecs, serbes, bulgares, roumains ou italiens) et à de nombreux militants ouvriers qui choisissent l'un des deux camps en présence en fonction d'intérêts nationaux, inévitablement bourgeois, Marx et Engels choisissent le camp du prolétariat et subordonnent leur appréciation des diverses questions nationales à la lutte internationale du prolétariat contre la bourgeoisie. Ils appellent les travailleurs à utiliser le conflit entre les puissances pour renforcer leurs propres moyens d'action.

La guerre d'Italie

Condamnée par sa nature même à une politique extérieure aventureuse et belliciste, le Second Empire français trouve en Italie un nouveau terrain d'intervention. Napoléon III se pose en défenseur des nationalités opprimées et présente sa politique étrangère comme une politique « libérale » dirigée contre l'Autriche, puissance d'occupation et de répression à Milan et à Venise.

En accord avec le roi du Piémont et son ministre Cavour, Napoléon III envoie l'armée française en Italie du Nord. Les Autrichiens sont vaincus, mais l'Italie n'est ni complètement libérée, ni unifiée. Un marchandage entre la France, l'Autriche et le Piémont octroie la Lombardie au roi du Piémont, laisse la Vénétie à l'Autriche et incorpore à l'Empire français la Savoie et le Comté de Nice, tandis que Napoléon III maintient, pour le compte du pape, un corps d'occupation à Rome contre les intérêts de la nation italienne.

La guerre d'Italie a opposé Marx et Engels à Lassalle d'une manière significative pour le développement du mouvement ouvrier international. En effet, Lassalle voit dans l'Autriche l'ennemi le plus dangereux pour la classe ouvrière allemande, tandis qu'il est plein d'indulgence pour la France « libérale », la Russie « s'engageant dans la voie des réformes » et surtout le gouvernement prussien avec lequel il pratique, comme on le sait maintenant, une collaboration secrète. Il prend donc position pour le camp franco-piémontais contre le camp autrichien.

Pour leur part, Marx et Engels se prononcent pour la fin de l'occupation autrichienne en Italie du Nord et pour l'unification de toute l'Italie. Mais, comme l'indique Riazanov dans son livre *Marx et Engels, « ils critiquent aussi violemment Napoléon III que la réaction autrichienne et prussienne »*. Selon eux, « l'Italie et l'Allemagne doivent réaliser leur unification par leurs propres forces. Par suite, dans la question italienne, les révolutionnaires ne doivent prendre parti ni pour Napoléon, ni pour l'Autriche. La seule chose qu'ils doivent avoir en vue, c'est l'intérêt de la révolution prolétarienne. »

Marx et Engels ont parfaitement discerné que derrière la propagande bonapartiste en faveur des nationalités opprimées se dissimule la politique de puissance du capitalisme français et sa tactique en vue de partager avec la Russie la domination sur le continent européen.

Proudhon, Lassalle et leurs partisans ont méconnu la nature profonde du régime bonapartiste, comme forme d'Etat au service d'une bourgeoisie en proie à une crise politique majeure. Abusés, à divers degrés, par la démagogie sociale de cet Etat et par sa politique étrangère d'apparence « nationalitaire », ils n'ont pas su donner à l'organisation du prolétariat son indépendance de classe, et ont inévitablement abouti à la collaboration des classes, mortelle pour le prolétariat.

Au contraire, l'analyse critique marxiste du Second Empire français et la prévision par Marx qu'un tel régime ne pouvait qu'aboutir à la révolution prolétarienne ont été vérifiées et confirmées par la Commune de Paris.

Actualité du combat contre le bonapartisme

Par la suite, on a pu constater que toutes les fois qu'une bourgeoisie se trouvait trop faible ou trop affaiblie pour assurer sa domination de classe par un régime de type parlementaire ou représentatif, elle avait recours à diverses formules de bonapartisme. Déjà, Marx et Engels dénonçaient des traits bonapartistes dans les méthodes de gouvernement de Bismarck, premier chancelier du II^e Reich. Plus tard, Lénine a montré la continuation de ce phénomène dans le fonctionnement de l'Etat allemand sous le contrôle de Hindenburg et de Ludendorff, durant la Première Guerre mondiale. Et Trotsky a analysé la réapparition des procédés bonapartistes dans la politique des décrets-lois pratiquée par les derniers gouvernements de la III^e République française. Il considère, d'ailleurs, le fascisme comme une sorte de *superbonapartisme* dans lequel l'Etat s'emploie non plus à intégrer les organisations ouvrières, mais à les anéantir, avec leurs militants et les divers partisans des libertés démocratiques.

Enfin, la V^e République française, instaurée par de Gaulle à la suite du coup de force du 13 mai 1958, peut être considérée comme un régime de bonapartisme inachevé ou bâtarde qui combine des aspects nettement bonapartistes, comme l'extraordinaire concentration des pouvoirs entre les mains du président de la République, et des aspects de survivance du parlementarisme, comme la capacité de l'Assemblée nationale de donner ou de retirer sa confiance au gouvernement.

En élisant à la présidence de la République, le 10 mai 1981, l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste, en envoyant, le mois suivant, à l'Assemblée nationale, une écrasante majorité de députés du Parti socialiste et du Parti communiste français, les électeurs et les électeurs ont créé une contradiction entre la volonté des masses populaires et les aspects bonapartistes de l'Etat de la V^e République.

Les analyses du bonapartisme par Marx et son combat rigoureux contre un tel système constitutionnel demeurent d'une brûlante actualité.

Le développement de la lutte des classes, en France et dans beaucoup d'autres pays, porte en lui un inévitable affrontement entre les masses en mouvement et l'Etat bonapartiste.

Pierre Fougeyrollas,
25 avril 1983

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE

Un front pétrolier qui

Le 14 mars 1983, les médias des pays capitalistes se croyaient autorisés à entonner enfin le couplet de la revanche victorieuse qu'ils rumaient depuis le premier choc pétrolier de 1973 : à Londres, pour la première fois depuis 10 ans, les treize pays membres de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) venaient de décider une baisse du prix de référence du pétrole brut.

Le prix du baril (159 litres) de pétrole brut, dit « Arabian Light », produit par l'Arabie Saoudite, qui valait 2,89 dollars US le 1^{er} juin 1973 et avait culminé à 34 dollars le 1^{er} novembre 1981, redescendait à 29 dollars. Cette baisse de 5 dollars du prix officiel de l'OPEP allait être répercutée sur les prix de vente des pétroles de différentes qualités produits par les membres de l'Organisation (Arabie Saoudite, Iran, Venezuela, Irak, Nigeria, Indonésie, Emirats arabes unis, Koweït, Libye, Algérie, Qatar, Equateur et Gabon). En outre, pour répondre à l'engorgement du marché mondial du pétrole, l'OPEP décidait de limiter à 17,5 millions de barils par jour la production de ses membres jusqu'à la fin de l'année.

Conclusion des commentateurs : le cartel des pays producteurs, accusé depuis 1973 d'être le principal responsable de la crise mondiale pour avoir mis fin à l'époque heureuse de l'énergie à bas prix, venait de céder devant les sacro-saintes « lois du marché ».

Ignorance ou mauvaise foi, toujours est-il que ces jugements perpétuent une fable et tentent toujours de passer en contrebande une représentation de la scène pétrolière mondiale dans laquelle le rôle du « méchant » est tenu par les pays producteurs, alors que les véritables maîtres du marché prospèrent dans l'ombre des coulisses. Intéressons-nous d'abord aux coulisses.

La scène pétrolière mondiale

Le marché mondial du pétrole met en scène trois groupes d'acteurs : les pays exportateurs, les grandes compagnies pétrolières, les pays consommateurs. Lorsque la consommation mondiale du pétrole a commencé à prendre une grande ampleur, en gros au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'industrie pétrolière s'est constituée en acquérant d'emblée des caractéristiques très définies.

A l'exception des Etats-Unis, où domine de façon écrasante la Standard Oil de Rockefeller, les pays producteurs sont des pays du golfe Persique soumis à la domination coloniale déjà chancelante de la Grande-Bretagne : Iran, Irak, et plus tard, Arabie Saoudite. Les trois grandes compagnies de l'épo-

que, la Standard Oil américaine, l'Anglo-Persian britannique et la Royal Dutch Shell anglo-hollandaise, après une période d'affrontements féroces, vont aboutir à une organisation du marché leur assurant les profits maximum.

Dans les pays producteurs, elles s'assurent le contrôle de la production au moindre coût des échanges de « royalties » reversées aux potentats de ces régimes semi-coloniaux. Elles s'assurent également la maîtrise du transport du brut, qu'elles transforment et distribuent dans les pays consommateurs. Le tout sur la base d'un « partage du monde » conclu entre ces trois géants en 1928, l'accord d'Achuacany.

Les grandes compagnies dictent leur loi

On est ainsi en présence d'un véritable oligopole (marché dominé par un petit nombre de produc-

teurs) sur lequel les grandes compagnies, qui le contrôlent « du puits à la pompe », sont en mesure de dicter leur loi, et aux détenteurs des réserves de brut, et aux consommateurs finaux des produits pétroliers.

Comment s'étonner dès lors que les « majors », les trusts pétroliers aujourd'hui au nombre de sept, figurent sans interruption depuis un siècle dans les dix premiers rangs du classement des principales sociétés capitalistes. Et cela en dépit des bouleversements qui ont marqué l'histoire mondiale principalement depuis 1945, et notamment l'accession à l'indépendance politique formelle des pays détenant les plus importantes ressources pétrolières, et l'apparition de nouveaux pays producteurs, en Amérique latine, en Asie et en Europe.

La situation qui prévaut aujourd'hui encore en Arabie Saoudite, premier pays exportateur du monde et disposant du cinquième des réserves de la planète, éclaire la position de force des « majors ».

En théorie, l'Etat saoudien, c'est-à-dire la famille régnante, s'est

assuré progressivement la propriété des réserves pétrolières contenues dans le sous-sol. Directement ou en association avec les grandes compagnies, l'Arabie Saoudite réalise l'extraction de son pétrole et elle en vend directement une partie. Mais pour l'essentiel, la commercialisation du brut saoudien reste entre les mains de l'Aramco, consortium formé par les quatre « majors » américaines nées de la division imposée à la vieille Standard Oil par la législation anti-trusts des Etats-Unis, c'est-à-dire la Standard Oil of New-Jersey (Exxon), la Standard Oil of California, Texaco et Mobil.

Ainsi, le pétrole saoudien, extrait avec la participation technique de l'Aramco, même si le consortium ne possède plus les installations, est transporté par les tankers de l'Aramco, raffiné dans ses usines et vendu dans ses stations. Ce sont les « majors » qui décident de l'importance des « enlèvements », c'est-à-dire des quantités de brut qu'elles achètent en Arabie Saoudite. Même le pétrole que le royaume peut vendre par des contrats directs d'Etat à Etat est enlevé par les compagnies (Elf et Total par exemple pour la France) qui ne peuvent se mettre à dos les « sept sœurs ».

L'Etat saoudien n'a guère de moyen de pression sérieux sur les Etats-Unis, base de la puissance des membres de l'Aramco, qui, en 1981, n'utilisaient que 11 % du pétrole saoudien. Par contre, pour écouler son brut auprès des consommateurs d'Europe occidentale ou du Japon, l'Arabie Saoudite dépend de l'Aramco.

Les chiffres sont éloquentes. Exxon ne dépend que pour 10 % environ de son approvisionnement du pétrole arabe. Socal (Standard Oil of California), qui fournit au marché américain quelque 16 millions de barils/jours, ne raffinaient en 1981 que 300 000 barils/jour de brut saoudien pour ses clients européens.

La perte de la propriété sur les puits de pétrole n'a pas signifié pour les « majors » la fin de leur oligopole. Rien de ce qui se produit de sérieux sur la scène pétrolière ne peut se faire sans leur initiative ou leur assentiment.

A qui a profité la hausse des prix ?

L'OPEP, cartel officiel des pays producteurs de pétrole, s'est constitué en 1960 pour tenter d'arracher aux compagnies pétrolières une hausse du prix du baril de pétrole qui ne cessait de baisser en termes réels (corrigés de l'inflation). Or, la première hausse massive du brut n'est intervenue qu'en 1973-1974, le prix du baril passant de 2,89 dollars le 1^{er} juin 1973 à 11,65 dollars le 1^{er} janvier 1974.

Ainsi, pendant 13 ans, le cartel des pays producteurs, présenté comme tout puissant après le premier « choc pétrolier », a été incapable d'imposer sa volonté aux grandes compagnies. Mais il aurait pu du jour au lendemain les faire plier, en s'appuyant qui plus est sur des considérations politiques : la prétendue « solidarité arabe », à la suite de la guerre israélo-arabe de 1973. Un vrai conte de fées !

La réalité est tout autre. Pendant des décennies 1950-1960 et 1960-1970, les « majors » ont voulu une politique du pétrole bon marché, leurs profits étant garantis par le très faible coût d'extraction du pétrole au Moyen-Orient, au Venezuela et aux Etats-Unis mêmes et par la formidable expansion de la demande, en raison du faible prix de revient de l'énergie d'origine pétrolière. Cette politique a permis au pétrole de faire reculer partout la concurrence du charbon et de l'hydro-électricité, et de favoriser l'expansion des industries des dérivés du pétrole comme la pétrochimie, elles aussi en grande partie sous contrôle des grandes compagnies pétrolières.

Il est à noter d'ailleurs que le conflit de 1956 et la fermeture du canal de Suez, qui avait déjà montré la très grande dépendance de l'Europe occidentale à l'égard du brut moyen-oriental, n'ont pas modifié cette stratégie à long terme des grandes compagnies. La demande de pétrole a poursuivi son expansion, jusqu'à représenter près des deux tiers de la consommation d'énergie du monde capitaliste, y compris dans les pays d'Europe occidentale et au Japon, totalement privés de ressources pétrolières propres, à l'inverse des Etats-Unis.

Autrement dit, les « majors », qui avaient voulu un pétrole à bon marché, étaient en situation de bénéficier pleinement de l'état de dépendance de leurs clients, les pays consommateurs, prêts à payer n'importe quel prix pour garantir un approvisionnement en pétrole devenu vital pour le fonctionnement de leurs économies.

L'évolution des prix

Si l'on regarde de près l'évolution des prix du baril de brut, on s'aperçoit qu'entre le 20 janvier 1972 et le 16 octobre 1973, l'OPEP a manié



Une raffinerie de Shell, l'une des sept plus importantes compagnies pétrolières du monde.

fait eau

« l'arme du pétrole » avec une relative modération, le prix doublant certes, mais plafonnant à 5,11 dollars le baril.

Mais il fait plus que doubler le 1^{er} janvier 1974, passant à 11,65 dollars au lendemain de la Conférence de Téhéran, dans laquelle M. Atkins, le représentant des « majors » américaines, a ouvertement plaidé en faveur d'une hausse des prix.

Intéressant personnage, qui conseillait Richard Nixon pour les problèmes de l'énergie et qui allait devenir ambassadeur des Etats-Unis en Arabie Saoudite. Et c'est d'ailleurs l'Arabie Saoudite, mentor de l'OPEP, qui en 1973, comme plus tard en 1979-1980, a pris officiellement l'initiative du mouvement, comme celle de la baisse en mars 1983.

Les raisons du renversement de la politique des prix des « majors » sont multiples. La première, nous l'avons vu, c'est tout simplement le pouvoir d'imposer les augmentations aux clients au meilleur moment, caractéristique de l'oligopole.

Il y a ensuite la nécessité de porter le prix de vente du baril à un prix qui rentabilise la production du pétrole à coût d'extraction et de transports élevés, ce qui est le cas notamment du pétrole produit par les Américains en Alaska.

A plus long terme, le pétrole cher peut conduire également à rentabiliser l'exploitation des chistes bitumeux, dont les Etats-Unis ont d'immenses réserves. D'une manière générale d'ailleurs, le développement de la demande pétrolière laissait prévoir une insuffisance à moyen terme de la production des pays du Golfe.

Et le pétrole des « nouveaux producteurs », Afrique, mer du Nord, Mexique, souvent pompé en mer (pétrole off-shore), a des coûts d'extraction dix et jusqu'à vingt fois plus élevés que ceux du pétrole du Golfe.

La hausse massive des prix du pétrole brut a certes gonflé considérablement les ressources des pays producteurs. Mais aussi les profits des « majors ». Les périodes de forte hausse, 1973-1974 et 1979-1980, ont vu les résultats des grandes compagnies progresser entre 250 et 400 % ! La hausse a toujours été intégralement répercutée à la pompe, bien entendu.

Ces profits colossaux, les grandes compagnies les ont investis dans les énergies que la hausse des prix du pétrole allaient rendre rentables. Les majors américaines sont désormais toutes présentes dans l'exploitation charbonnière, aux Etats-Unis et à l'étranger, dans celle du gaz naturel évidemment, et même en partie dans la nucléaire. A ces motifs propres aux « majors », il faut ajouter une coïncidence très peu fortuite avec la politique de l'impérialisme américain.

Le rôle des Etats-Unis

Le fait que cinq des sept « majors », c'est-à-dire Exxon, Mobil, Texaco, Gulf et Socal, soient américaines, les deux autres étant anglo-hollandaise, la Royal Dutch-Shell, et britannique, BP, a



Réunion de l'OPEP.

évidemment une incidence sur la politique des « sept sœurs ».

L'origine de la puissance des compagnies américaines, c'est le fait que les Etats-Unis ont été longtemps le premier producteur du monde (dépassé depuis peu par l'URSS) et demeurant de loin le premier consommateur. Les liens entre le « lobby » pétrolier et tout gouvernement américain sont évidemment étroits, même si les « majors » ne sont pas le seul groupe économique à se faire entendre à Washington.

Le plus souvent, sinon toujours, il y a pour le moins « convergence » entre la stratégie des compagnies et la politique de l'impérialisme US. En Arabie Saoudite, par exemple, le poids économique des membres de l'Aramco joue en parfaite harmonie avec la présence politique de Washington, protecteur de la monarchie.

Au début des années soixante-dix, l'administration républicaine de Nixon s'est engagée dans une politique visant à rétablir la prédominance américaine sur des alliés européens et japonais devenus des concurrents de plus en plus efficaces de l'industrie des Etats-Unis.

La décision la plus spectaculaire et la plus lourde de conséquences aujourd'hui encore a été celle prise par Nixon le 15 août 1971 de suspendre la convertibilité en or du dollar, affranchissant ainsi les Etats-Unis des contraintes monétaires subies par les autres Etats et renforçant le rôle prédominant du dollar dans les échanges internationaux.

Il se trouve que la hausse brutale des prix du pétrole allait pénaliser surtout l'Europe et le Japon, pratiquement dépourvus de ressources en hydro-carbures et contraints de régler en dollars une facture devenue écrasante. En constatant cela, il ne faut pas oublier que le jeu des forces aveugles domine en dernière analyse le marché mondial.

C'est sur un univers en crise et sur un marché mondial qui tend à la dislocation que l'impérialisme US a défendu sa prédominance, et ses ini-

tiatives tendent de plus en plus à lui échapper.

Mais leur contenu demeure.

La hausse des prix du brut a bien entendu frappé certains secteurs du capital américain, mais moins que leurs concurrents étrangers, et elle a bénéficié, outre les « majors », à beaucoup d'autres. Le système bancaire américain, centre nerveux du capital financier US, a été le grand bénéficiaire du « recyclage » des excédents en dollars des pays producteurs, dont les dépôts réels dans les banques internationales dépassaient largement les 100 milliards de dollars en 1982 (estimation modeste).

Et pendant toute cette période les pays producteurs, ceux du Golfe en particulier, Arabie Saoudite et Iran jusqu'à la chute du chah, ont été de fidèles et fortunés clients de l'industrie civile et militaire des Etats-Unis.

La récession de l'économie mondiale, produit de la crise du système capitaliste dont la hausse des prix du brut a été une manifestation et non la cause, a entraîné un bouleversement de la scène pétrolière mondiale, que les « majors » ont « accompagné » avec une remarquable maîtrise.

La crise, les économies d'énergie, le développement du charbon et du nucléaire ont ensemble provoqué une contraction massive de la demande de pétrole. Entre 1974 et 1982 par exemple, la consommation d'énergie industrielle par unité de production a baissé de 38 % aux Etats-Unis. Les pays de l'OPEP vendaient en 1979 30 millions de barils par jour et le prix de référence de l'organisation a pu culminer à 34 dollars le baril d'« Arabian light » le 1^{er} novembre 1981. Sans témoigner aucune reconnaissance à l'OPEP qui avait gracieusement « porté le chapeau » de la hausse, les « majors » ont préparé le terrain à la baisse.

Pour cela, elles ont activement contribué à modifier le marché. En privilégiant les marchés libres, notamment le marché « spot » de Rotterdam, sur lequel le brut est

vendu à un prix fonction de l'offre et de la demande au jour le jour, indépendamment de l'échelle des prix de l'OPEP. Rotterdam et les marchés libres amplifient la tendance, à la hausse (on y a dépassé 40 dollars le baril) comme à la baisse. Marginaux en 1973, ces marchés couvrent actuellement entre 30 et 40 % des ventes de pétrole mondiales.

Les compagnies ont joué à fond de la concurrence entre producteurs de l'OPEP et nouveaux producteurs venus sur le marché, Norvège, Grande-Bretagne, Mexique, URSS, et sur les conflits d'intérêts au sein de l'OPEP, dont la fragilité en tant que cartel est apparue au grand jour.

Ayant tiré le maximum possible de la période hausse, les majors ont voulu une baisse des cours, assez forte pour relancer la consommation, pas trop pour ne pas remettre en cause l'exploitation des bruts « chers ».

Afin de « convaincre » l'Arabie Saoudite de jouer cette baisse limitée, les patrons de l'Aramco ont annoncé, début janvier 1983, qu'ils demandaient une réduction correspondant au moins à la décote enregistrée par le brut saoudien sur le marché « spot », c'est-à-dire 4 dollars par baril. Les compagnies ont réduit massivement leurs enlèvements de pétrole saoudien, les Etats-Unis n'achetant plus fin 1982 que 5 % du pétrole produit en Arabie Saoudite. La production du royaume est tombée au début 1983 en dessous de 4 millions de barils/jour, contre plus de 9 millions trois ans plus tôt.

L'Arabie Saoudite s'est donc décidée à « convaincre » à son tour ses partenaires de l'OPEP d'accepter une baisse du prix de référence fixé à 34 dollars depuis novembre 1981. A la réunion de l'OPEP de Genève, en janvier, les Saoudiens se heurtent à la résistance des autres membres de l'organisation, exceptés les pays du Golfe.

Alors qu'un accord est sur le point d'être conclu qui maintient le prix de référence à 34 dollars,

Yamani, le ministre saoudien, casse la réunion sur un prétexte, les différentiels de qualité du pétrole nigérien. A la suite de cet échec, la baisse des prix s'accroît sur les marchés libres et la pression devient terrible pour les membres de l'OPEP les plus fragiles, comme le Nigeria. Le scénario est lancé.

C'est l'URSS, toujours attentive à l'évolution du « marché », qui prend la première le 2 février l'initiative d'une baisse de 2,15 dollars de son prix officiel, suivie par l'Egypte. Le 4 février, les « majors » annoncent une baisse généralisée du prix qu'elles acquittent pour le pétrole produit aux Etats-Unis par les producteurs indépendants, ramené à 31 dollars. La production du Nigeria s'effondre.

Le 17 février, nouvelle baisse, à 29 dollars, du pétrole acheté aux Etats-Unis. Le 28 février, la Grande-Bretagne réduit ses prix de 3 dollars, à 30,5 dollars le baril de qualité « breut ». Deux jours plus tard, la résistance du Nigeria, dont le pétrole est en concurrence directe avec celui de la mer du Nord, est brisée. Pour sauver ses ventes, le Nigeria est le premier membre de l'OPEP à annoncer unilatéralement une baisse de 5,50 dollars par baril.

Le 14 mars, après d'innombrables péripéties et dix jours de discussions fiévreuses, l'OPEP décide à Londres une baisse de 5 dollars de son prix de référence, ramené à 29 dollars pour le baril d'« Arabian light », c'est-à-dire le prix fixé par le marché libre et voulu par les « majors ».

Pour tenter de tenir la nouvelle grille des prix, l'OPEP, qui ne vend plus guère que 14 millions de barils/jour, fixe un plafond de production de 17,5 millions de barils/jour jusqu'à la fin 1983, avec des quotas pour chaque pays membre. Une nouvelle fois se vérifie le jugement d'un spécialiste de l'économie pétrolière, J.-M. Chevalier : « Le niveau du prix mondial a toujours été — en tendance — en ligne avec les intérêts des compagnies internationales. »

Il y a quinze ans... la grève générale en France

C'ÉTAIT il y a quinze ans, le Mai de France, « les événements » comme disent ceux qu'écrase une crainte superstitieuse et qui ferment les yeux quand le peuple bouge. Quinze ans. Les étudiants débordaient du Quartier latin : « Libérez nos camarades ». Des affiches de Sorbonne « interdisaient d'interdire ». Georges Marchais vitupérait « un anarchiste allemand » et Daniel Cohn-Bendit « les crapules staliniennes ». Georges Séguy se faisait siffler chez Renault et des millions scandaient « Ne signez pas ! ».

Ministres et préfet de police résistaient au chef de l'Etat qui voulait prendre d'assaut l'Odéon. Autorités civiles et militaires cherchaient même, dans l'angoisse, pendant plusieurs heures, le chef de l'Etat parti en hélicoptère chez le général Massu... en Allemagne.

En ce quinzième anniversaire, on nous parle beaucoup de mai 68 et des « soixante-huitards », mais pas n'importe comment. On parle des

connue depuis la Commune ou le 6 février », M. Maurice Grimaud, préfet de police en 1968, revenait sur ce qu'il avait vécu :

« Ce puissant appareil de l'Etat, écrivait-il, était comme frappé d'impuissance et doutait de lui-même, tandis qu'un immense refus d'obéir gagnait peu à peu tous les secteurs d'activité du pays. Tout s'arrêtait. Bientôt l'idée s'accrédita que le gouvernement et les institutions pouvaient basculer comme une citadelle assiégée, sous les coups de ces marées humaines qui venaient battre chaque nuit ses fondations. »

Dans la préface de ses souvenirs sur 1968, ce même haut fonctionnaire, devenu en 1981 l'un des collaborateurs les plus proches de Gaston Defferre, précisait le sens qu'il donnait aux développements de ces semaines : « Bien sûr, la "nuit des barricades" n'avait que de lointains rapports avec le Dimanche rouge de Pétersbourg, mais combien d'autres fois, déjà, dans l'histoire, est passé

lution mondiale » ni le « raz de marée » redoutés par le général de Gaulle, mais seulement leur fantôme prémonitoire. Ensuite, rien n'est aussi simple et ils ont été bien épaulés.

Le point de départ

Tout a été dit sur le mouvement étudiant qui a été le point de départ — et en particulier toutes les bêtises possibles. Dans le contexte de l'offensive du régime contre les droits et les conquêtes de la classe ouvrière — les fameuses ordonnances sur la Sécurité sociale notamment — les couches les plus jeunes de la société française se sont senties à juste titre menacées dans leurs aspirations.

Par le chômage, immédiat ou à terme, d'abord, par les atteintes aux droits démocratiques que constituaient, aux yeux des étudiants, les mesures de sélection qui fondaient

les dont les directions, au contraire, se sont efforcées de l'empêcher d'abord, de la canaliser en la coiffant ensuite, de la terminer au plus tôt enfin.

La grève générale ouvrière fait chanceler l'Etat

Il n'est pas possible d'entrer ici dans le détail : relevons simplement que cette grève générale de mai et juin 1968, quelques années avant le grand mouvement en Pologne qui s'est incarné dans la lutte de *Solidarność* contre l'Etat bureaucratique, a été le premier démenti éclatant de toutes les théories qui faisaient de la classe ouvrière d'Europe une classe désormais « intégrée » et définitivement asservie à l'exploiteur ou au bureaucrate, un objet passif de l'histoire, dénué de toute potentialité révolutionnaire.

Il est vrai que les manifestations étudiantes ont ouvert la voie à la grève générale. Mais ce ne sont pas elles, c'est la grève générale ouvrière qui a fait chanceler l'Etat et qui est venu battre les fondations de la citadelle, ce rempart d'une Constitution que ses pères avaient cru inexpugnable et qui a commencé à s'ébrécher sous ses coups.

C'est elle que le général de Gaulle croyait ne pas pouvoir arrêter autour d'un tapis vert, « l'inondation », le « raz de marée », qu'il appelait aussi « révolution mondiale », par laquelle il se voyait près d'être englouti en même temps que le pape de Rome.

Plus simplement encore, l'histoire en 1968 s'est remise toute seule sur ses pieds sous nos yeux — et c'est précisément pour cela que tant de bons apôtres veulent nous persuader du contraire... ou nous faire oublier l'essentiel.

Le rôle des appareils

Ce sont les travailleurs qui ont, dès avant mai, puis pendant toute la période de la grève générale, pris les initiatives, tracé la direction générale, donné son sens au mouvement. Ils l'ont fait malgré les appareils et les directions de leurs organisations traditionnelles, contre leurs directives souvent et indépendamment de leurs mots d'ordre de façon générale.

Les travailleurs, qui avaient eu le premier mot, n'ont pas eu le dernier et, finalement, usine après usine, corporation après corporation, ils ont repris le travail et remis aux élections législatives promises le soin de... régler le sort de leurs revendications.

Mais ils ne l'ont fait que parce qu'ils avaient en face d'eux les dirigeants de leurs propres organisations : à Grenelle, les dirigeants signaient et, dans toute la France, les travailleurs scandaient « Ne signez pas ! ». Des « théoriciens » trop pressés et sans doute intéressés en ont tiré des conclusions sommaires : sur l'identification des syndicats avec leurs directions, sur le caractère réactionnaire de l'organisation syndicale en elle-même, sur l'incapacité des ouvriers de s'organiser sur une base de classe sans bureaucratie usurpatrice.

La vérité est que rien n'est si simple et l'un des objectifs du grand mouvement ouvrier de 1968 était précisément la reconquête de ses organisations et, plus généralement, la conquête de la démocratie, sa pratique, sa défense. C'est la pression des millions, malgré l'hostilité résolue du PCF et de la CGT par exemple, qui a fait du 13 mai une grande manifestation démocratique, c'est-à-dire respectueuse des organisations et courants de pensée.

Assemblées générales, comités de grève élus, comptes rendus, négociations au grand jour qui se sont imposées en mai constituent sous cet angle, dans une lutte qui n'a pas commencé en mai 1968 et n'est pas terminée en mai 1983, un acquis irremplaçable et la clé de ce soulèvement.

La question du parti révolutionnaire

Il ne sert à rien de répéter que, dans la crise de la société française de mai-juin 1968, il a manqué une organisation capable de conduire les masses, la jeunesse, ouvrière et étudiante, les travailleurs de toutes professions, à la victoire. C'est vrai et ce ne sont pas les phrases en forme de constat qui règlent cette question. Ce dont il s'agissait en 1968 pour les éléments révolutionnaires d'avant-garde, c'était d'aider le mouvement des masses à surmonter les obstacles, à trouver le moyen de les détruire ou de les submerger.

Il aurait fallu élaborer les mots d'ordre permettant au mouvement de passer à l'étape supérieure. Il fallait trouver les objectifs qui permettaient de s'opposer victorieusement à la volonté des appareils de confisquer la grève, à la tentative d'atomiser de ceux qui appelaient à conquérir « les pouvoirs » pour mieux préserver le pouvoir, ou clamaient que celui-ci était « dans la rue » alors qu'il était encore dans une citadelle assiégée par les millions dans la rue.

La direction que les travailleurs s'étaient le plus souvent démocratiquement donnée sur le tas n'a pu que rarement être transposée à l'échelon supérieur, jamais à celui du pays. A aucun moment, les grévistes n'ont pu se saisir d'une perspective gouvernementale, d'un mot d'ordre à ce niveau, même s'ils resentaient, au moins confusément, le piège que recelait le mot d'ordre de « gouvernement populaire » lancé précisément par ceux qui les incitaient sans relâche à jeter leur arme, c'est-à-dire abandonner la grève.

L'empreinte de mai est pourtant très profonde et un avenir peu éloigné démontrera sans aucun doute que certains des grains semés ont germé. Pour l'un d'eux au moins, c'est un acquis irréversible. Le Mai français a soufflé à l'étranger, en Pologne comme en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, dans ce mouvement des étudiants qui se tournait vers la classe ouvrière comme porteuse des espérances de la société entière.

Et c'est sur une génération avérée, sur une classe ouvrière française qui venait d'expérimenter, à travers la grève générale de mai, la politique du stalinisme, qu'est tombée la nouvelle de l'intervention à Prague des tanks des armées du pacte de Varsovie.

Pierre Broué



La manifestation du 13 mai 1968 à Paris.

« anciens combattants », soldats perdus ou jeunes loups arrivés, pour marquer combien ce passé est révolu. Et si l'on fait la part belle aux murs de la Sorbonne, au « rêve » et, disons le mot, à « l'utopie » que l'on abomine, n'est-ce pas parce qu'il faut enfouir dans le passé les dioxines dangereuses pour l'ordre social ?

Au fond, chacun est prêt à reconnaître qu'en mai 1968, le digne Institut d'études politiques de Paris, rebaptisé institut Lénine, offrait, derrière ses drapeaux rouges et noirs, le hall Ché Guevara, la bibliothèque Mao et l'amphi Rosa Luxemburg.

L'important, pour le commentateur anniversaire, c'est que tout le monde prenne conscience qu'après mai 1968, ledit établissement — dans lequel M. Raymond Barre a repris son « séminaire » — continue à assurer, comme avant, la formation des candidats à l'Ecole nationale d'administration, pépinière des cadres, dans tous les sens du terme, de cette société qu'a secouée si fort la tempête de mai.

« Tout s'arrêtait »

Car il s'agissait d'une tempête. C'est vrai. Commentant en 1976 ce qu'il appelle « la plus longue et la plus périlleuse période de troubles et de violences que la France ait

et repassé sur la terrasse d'Elseneur ce fantôme prémonitoire, annonciateur de malheurs, invisible de ceux-là mêmes qui devraient veiller aux remparts de la citadelle. »

Pour ce défenseur dévoué et compétent de la société en place et de ses « mutations » possibles, ce ne sont pas là que des mots. M. Grimaud rappelle à ses patrons et à ses pairs qu'ils ont eu, tous ensemble, très chaud, dans la citadelle, en 1968.

D'autres, semble-t-il, ont eu peut-être plus peur encore, comme le président de la République lui-même, qui disait à ses collaborateurs, au moment où commençait la négociation de Grenelle : « On n'arrête pas une révolution mondiale autour d'un tapis vert. (...) C'est le raz de marée. Le barrage de Fréjus. D'autres que nous, le pape peut-être, seront engloutis. »

Nous avons voulu rappeler comment certains dirigeants — et non des moindres — de la société capitaliste française (pas des « gauchistes ») ont éprouvé, ressenti, interprété la crise de la société qu'ils avaient à défendre.

Mais nous ne pensons pas qu'il se soit produit en 1968 une authentique « révolution » que l'habileté de certains politiques et la modération de certain préfet de police auraient finalement réussi à « arrêter » autour d'un tapis vert. D'abord, mai 1968 n'était encore ni la « révo-

le plan Fouchet et sa « réforme », puis la répression contre les manifestants.

Moins solidement encadrés que les travailleurs par les appareils d'organisations traditionnelles ; disposant d'un outil précieux, l'UNEF, syndicat unifié, indépendant et démocratique ; nourris de discussions et de débats leur ayant permis depuis des années de vérifier et d'éprouver dans la lutte, les étudiants français ont engagé tous ensemble le combat contre la répression et, par leur résistance, leur unité, leur détermination, ont ouvert la première brèche dans les plans gouvernementaux en démontrant que le combat payait et qu'il était possible de faire reculer le pouvoir.

C'est en ce sens qu'ils ont joué le rôle de détonateur pour l'explosion véritable qui était bien plus que le « refus d'obéir » pressenti par le préfet, la grève générale qui commence le 13 mai et gonfle en vagues énormes jusqu'au 24, la plus grande grève générale de l'histoire de la France, celle qui sera désormais, plus encore que « juin 36 », la grève, « mai-juin 1968 ».

Pas plus que la révolte étudiante n'a été le résultat de l'action plus ou moins astucieusement menée de « groupuscules » ou de « minorités agissantes », la grève générale n'a, elle, résulté des efforts des grandes organisations politiques et syndica-